

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

mai 87 14 fr

n°
63

**Les propositions Gorbatchev
OPTION ZERO ? CHICHE !**



IRANGATE



LA REBELLION DES INSTITS



**LA REVOLUTION FRANÇAISE
Entretien avec Florence Gauthier**



Génération, générations



A nouveau sur Mission



**Contributions
pour le 8^e Congrès de la LCR**





QUESTIONS DE CHOIX

Pour un peu, Philippe Séguin, ce serait le bon sens près de chez soi : de la viande ou des médicaments, question de choix. Malheureusement pour lui, nous n'avons pas perdu de vue que le seul maintien de l'impôt sur les grandes fortunes permettrait chaque année de combler le prétendu déficit de la Sécurité sociale, tout comme la diminution de moitié du budget militaire adopté pour les cinq prochaines années le financerait pour dix ans.

Il est vrai que dans le domaine du bon sens, qui est la chose la mieux partagée, le Parti socialiste emboîte le pas à la droite pour voter les crédits militaires, au moment même où les propositions Gorbatchev permettent de relancer la lutte pour le désarmement, et alors que le reaganisme est ébranlé par les remous de l'Iranganate, analysés dans ce numéro par Jane Barton.

Ce bon sens-là n'est pas le nôtre, comme le soulignent François Dietrich, sur la question du

désarmement, et Nicolas Jeanson qui revient sur le bilan de la grève des instituteurs qui ont refusé le « bon sens » libéral.

Notre bon sens, c'est celui qui vise à remettre en cause l'ordre établi qui mène l'humanité aux catastrophes. Comme le firent les révolutionnaires de 1789, qu'il faut défendre aujourd'hui contre les idéologues réactionnaires.

Un entretien avec l'historienne Florence Gauthier permet de le rappeler. En prime, et uniquement parce que c'est vous, *Critique communiste* vous réemmène en excursion chez les jésuites paraguayens du XVII^e siècle. Et, pour la dernière fois cette année, dans les méandres du débat du prochain congrès de la LCR, qui se tiendra à la fin du mois de mai. Il y sera encore question de choix, mais pour un objectif plein de bon sens : redonner aux travailleurs les moyens de mettre fin aux absurdités capitalistes.

Que faire des propositions de Gorbatchev ?

Option zéro ? Chiche !

François DIETRICH

Gorbatchev et son équipe l'ont compris : il est devenu pour eux impératif de rechercher avec l'impérialisme les conditions d'un nouveau *statu quo* leur permettant de souffler à l'extérieur pour tenter de dégager à l'intérieur les forces nécessaires au désenlèvement du système bureaucratique.

Tel est le sens des propositions de désarmement qui se multiplient de la part de la direction soviétique. Les intentions « pacifistes » dont ces propositions sont enrobées ne doivent donc pas faire illusion. Mais elles doivent être soutenues et être l'occasion d'une relance de la lutte pour le désarmement.

DÉPUIS l'avènement de l'arme nucléaire et thermonucléaire, toute la logique militaire est bouleversée par rapport aux époques antérieures. Pour la première fois — dans des conditions historiques et technologiques données — les adversaires possèdent une arme de destruction absolue pour laquelle il n'existe pas de parade. La dissuasion, c'est-à-dire la menace d'une destruction réciproque de l'adversaire dans le cas où il céderait à la tentation de la « première frappe », est dans une telle situation la seule stratégie possible. L'arme nucléaire est donc la première à ce jour dont le seul destin concevable soit de ne pas servir.

Dès lors que l'impérialisme américain s'était doté, au cours de la Seconde Guerre mondiale, d'une telle arme, il était logique que l'Union soviétique, à titre dissuasif, la possède à son tour.

La paix dans la terreur

La « course aux armements » fut d'abord quantitative, accroissant en nombre les différents vecteurs : IBCM¹, bombardiers stratégiques, et la puissance des charges, jusqu'à atteindre pour chaque camp une capacité de destruction plusieurs fois supérieure à la puissance requise pour détruire toute vie à la surface du globe.

La hantise d'une attaque préventive de l'autre camp, clouant au sol le dispositif de riposte en cas d'alerte, devait conduire au développement des sous-marins lanceurs d'engins, SLBM², quasi indétectables et invulnérables. Ici, la responsabilité de l'impérialisme américain, qui prit à chaque fois l'initiative d'accroître le nombre des missiles et des bombardiers stratégiques, qui introduisit les MIRV³ et les missiles sous-marins, est écrasante.

Que ce soit dans la période de la « guerre froide » des années cinquante ou même dans les années soixante après la crise de Cuba, la tentation de l'impérialisme de faire un jour plier l'URSS sous le chantage nucléaire, grâce à une suprématie en nombre et en sophistication des lanceurs, fut le credo des stratèges du Pentagone.

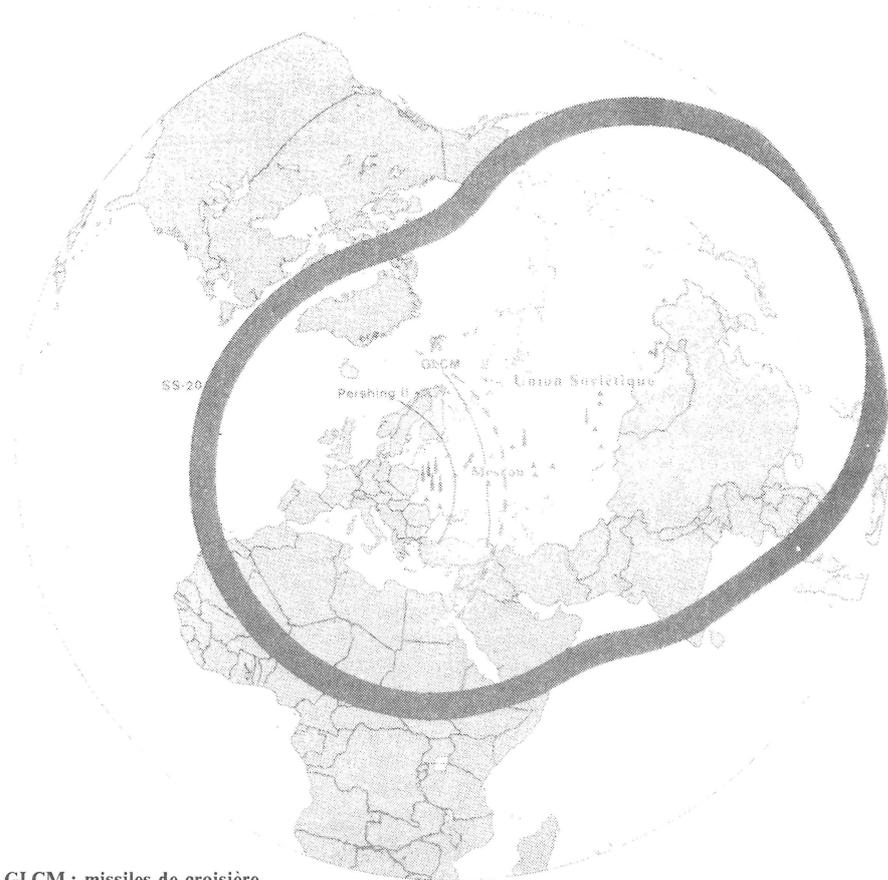
En 1977, l'URSS décidait l'implantation en Ukraine des missiles de la génération des SS 20, analysés alors comme des armes capables de bouleverser la stratégie par leur précision et la mobilité de leur lanceur. Autrement dit, une « première frappe » serait devenue théoriquement concevable, permettant de détruire préventivement les forces stratégiques de l'adversaire et de se prémunir ainsi contre la destruction réciproque. L'autre scénario envisagé alors était celui d'une « escalade nucléaire progressive » succédant à un conflit conventionnel, permettant d'y mettre le holà par un « avertissement »

1. IBCM, intercontinental ballistic missile, basé à terre.

2. SBLM, submarine launched ballistic missile : missile intercontinental lancé à partir de sous-marins.

3. MIRV, multiple independently targetable reentry vehicle : ogive à têtes multiples guidées indépendamment.

4. Une mégatonne : charge équivalente à un million de tonnes d'explosifs classiques.



GLCM : missiles de croisière.
 - - - : rayon d'action des missiles français.
 📍 emplacement de SS 20.
 ▲ emplacement d'ICBM.

Comparaison entre les rayons d'action des SS 20, des Pershing 2, des missiles de croisière et des missiles du plateau d'Albion.

(d'après Michel Tatu : *la Bataille des euromissiles, Le Seuil, Paris, 1983*).

nucléaire limité, évitant d'emblée le recours aux charges lourdes.

A quoi servent les euromissiles ?

Il est aujourd'hui bien difficile de dire si les docteurs Folamour soviétiques croyaient eux-mêmes à ces hypothèses, et si leurs homologues américains les prenaient au sérieux lorsqu'ils proposèrent l'installation des Pershing 2 en contrepartie de celle de SS 20. Militairement en effet, si ce terme a encore un sens dès lors qu'il est question des hypothèses d'affrontement nucléaire, aucun de ces deux raisonnements ne tient.

Certes, les missiles à charge moyenne et à grande précision sont des armes moins puissantes que les monstres d'une mégatonne⁴ et plus que constituent les ICBM, dont l'explosion d'un seul exemplaire au-dessus de Paris projetterait la tour Eiffel en fusion au-delà des collines de Meudon, incendierait la totalité de la région parisienne et briserait les vitres à Bordeaux. Il n'empêche que les « petites charges » placées à bord des SS 20, et ultérieurement à bord des Pershing et des missi-

les de croisière, s'élèvent tout de même à 150 kilotonnes, soit dix fois la bombe d'Hiroshima, même si cette charge est modulable jusqu'à 15 kilotonnes (une fois Hiroshima) dans le cas des Pershing 2 et des missiles de croisière. Autant dire que l'hypothèse d'une « escalade nucléaire limitée » est une aimable plaisanterie eu égard aux destructions réalisées par *un seul* de ce type de vecteurs emportant à leur bord, dans le cas des SS 20, *trois* charges. D'emblée, leur utilisation ouvrirait la phase nucléaire totale de la guerre. Car, outre l'hypothèse d'une capitulation immédiate en cas d'utilisation par l'adversaire de quelques-uns de ces missiles, que reste-t-il à faire si l'on est soumis à une telle « escalade nucléaire limitée » ?

Riposter à même hauteur, et l'engrenage est sans fin. Ou bien chercher à détruire les missiles de ce type chez l'adversaire : mais étant mobiles et difficilement localisables, leur destruction exige de bombarder un vaste secteur où leur présence est possible : l'utilisation des fortes charges devient alors nécessaire. Subsiste l'hypothèse d'une « première frappe » de l'adversaire sur ses missiles grands et petits : mais il reste les sous-marins.

Autrement dit, militairement parlant, aucune technologie ne permet

aujourd'hui d'envisager l'utilisation « a minima » de l'arme nucléaire. Les reaganiens, folamouriens par excellence, en caressent à nouveau l'idée pour l'an 2000 par le système IDS : mais gare aux défaillances ! Si seuls dix des missiles mégatonniques de l'URSS, — qui en possède plusieurs centaines — franchissaient la barrière, les Etats-Unis d'Amérique seraient pour l'essentiel rayés de la carte. On comprend mieux les éclairs de lucidité qui inspirent les réticences des sénateurs démocrates.

Est-ce pour autant que le déploiement de ces missiles à moyenne portée ne modifierait pas la « donne » nucléaire mondiale ? En effet, si les tenants des « scénarios » évoqués plus haut sont réellement persuadés que ces armes permettent un usage « limité » de l'arme nucléaire, alors la tentation d'y avoir recours en cas de conflit conventionnel sera encore plus forte. Ces armes, en réalité, aggravent le risque de l'holocauste au lieu de le limiter.

Pershing et SS 20 : des armes politiques

Les hautes sphères stratégiques de l'Est et de l'Ouest ne sont-elles faites que de Folamour ? Pas seulement, mais il n'est pas sûr que cela soit plus rassurant. S'il était impossible que les militaires des deux camps n'aient pas au moins conscience de l'in vraisemblance d'un schéma nucléaire limité, le déploiement de ce type d'arme répondait donc à d'autres objectifs. Aux Folamour s'ajoutent donc les cyniques.

Certes, l'existence de la force de frappe française et des missiles stationnés en Angleterre pouvait, jusque dans une certaine mesure, justifier l'implantation par l'URSS de missiles destinés au théâtre européen, bien que l'apport dans ce cadre des SS 20 reste là encore bien contestable, compte tenu des ICBM mégatonniques déjà braqués sur l'Europe à partir de l'Ukraine.

En réalité, déployer en Ukraine des missiles de type SS 20, s'adressant uniquement à l'Europe et incapables de toucher le territoire américain, ne pouvait avoir qu'une signification : envisager une guerre nucléaire limitée à l'Europe et, par conséquent, menacer en permanence les peuples d'Europe d'une telle possibilité. Rendre la guerre nucléaire crédible, palpable par les populations européennes, tel était l'objectif véritable de la bureaucratie soviétique qui, dans les années 1975-1980, au lendemain de la défaite américaine au Vietnam, voyait l'avenir avec optimisme. Ayant depuis longtemps renoncé, à juste raison, de convaincre les

prolétariats européens du caractère enthousiasmant de son modèle de société, un savant dosage de menace et de paternalisme pouvait s'avérer diablement utile pour la bureaucratie dans la remise en cause globale de l'hégémonie américaine sur l'Europe de l'Ouest.

Dans le même temps, fait ô combien illustrant de la logique d'ensemble et de la fonction réelle des SS 20, cent vecteurs de ce type étaient braqués en direction de l'Asie et de la Chine. Après tout, pourquoi ne pas appliquer à l'occasion le même chantage aux peuples d'Asie dans le cadre de la compétition avec la bureaucratie chinoise ?

L'occasion fut naturellement trop belle pour l'impérialisme américain de rappeler que la sécurité européenne ne dépendait que de lui : déployer des Pershing 2 en Europe de l'Ouest renforçait la dépendance stratégique, politique, psychologique de l'Europe.

Les raisons du recul soviétique

Selon les estimations occidentales, la part des dépenses militaires dans le PNB de l'Union soviétique avoisine les 10 %, dans lesquels les dépenses stratégiques et nucléaires tiennent une part importante. Ici, jouent à la fois la pression constante qu'exerce l'impérialisme américain sur l'URSS en l'obligeant à maintenir la parité d'armements, mais aussi les choix à long terme de la planification militaire bureaucratique et la place qu'occupe l'armée dans les grandes orientations du pays. Sans aucun doute, les choix de développement militaire tous azimuts effectués au milieu des années soixante-dix ont suivi leurs cours de par l'inertie même du système.

L'avènement de l'équipe Gorbatchev signifie qu'une part au moins de la haute bureaucratie a pris conscience de la stagnation globale de l'URSS face au monde capitaliste. Mais le désembourbement de l'énorme machine bureaucratique nécessite de la libérer d'un certain nombre de contraintes externes. Celle de la course permanente au surarmement nucléaire n'est pas la moindre. Plus globalement, l'URSS a désormais besoin d'un nouveau *status quo* avec l'impérialisme pour se retourner vers ses blocages intérieurs. La ligne triomphaliste de l'équipe Brejnev, qui profitait des moindres failles de l'impérialisme pour pousser ses pions, comme dans l'exemple éthiopien, est aujourd'hui en sourdine.

Les propositions de négociation sur les armes nucléaires européennes ne

sont que le sommet de l'iceberg d'une nouvelle phase de marchandage. Tous les peuples du monde n'y gagneront pas forcément : le peuple afghan peut y voir à terme la fin de l'occupation soviétique au profit d'un régime « neutre » permettant à l'URSS de sauver la face, mais le peuple nicaraguayen peut légitimement craindre de voir l'URSS en retour fermer les yeux sur les agressions nord-américaines.

L'arsenal français et anglais en question

L'arsenal stratégique terrestre français et anglais est entièrement tourné vers l'Union soviétique. Si l'on met à part les missiles sous-marins, tous les vecteurs français et anglais sont incapables de toucher le territoire nord-américain. De quelque côté que l'on tourne la question, la fameuse indépendance permise par la « force de frappe » est à sens unique.



Dessin de Plantu, extrait de *Pas nette, la planète !*, La Découverte-le Monde.

Au moment même où Gorbatchev lance ses propositions, il paraît qu'il y a consensus en France sur les questions militaires. Au Parlement, c'est sûr, excepté le PCF. Mais sur quoi porte-t-il ? Précisément, sur le développement et l'élargissement du cadre « euro-stratégique » avec, en particulier, le développement d'un lanceur mobile et à courte portée, tout à fait analogue, dans sa conception, aux SS 20, et le renforcement et la modernisation des missiles du plateau d'Albion.

Au surplus, les missiles de « théâtre » comme les Pluton font courir, de par leur mobilité constante, le même risque d'escalade nucléaire que les missiles à portée intermédiaire. Enfin, toutes les déclarations de l'actuel ministre de la Défense, bien évasives, laissent à penser que la fabrication des charges à « rayonnement renforcé », dite « bombe à neutrons », est largement entamée.

Autrement dit, toute la politique militaire et nucléaire française va à l'inverse de ce qui doit être recherché : la

position actuelle de l'URSS et ses propositions de désarmement qui en découlent doivent être l'occasion d'un véritable pas en avant dans le désarmement nucléaire en Europe. La logique même de la négociation proposée par l'Union soviétique implique que les forces françaises et anglaises y soient incluses.

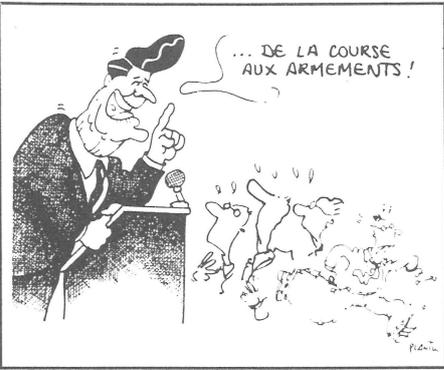
Une mobilisation nécessaire

Tout semble aujourd'hui devoir se jouer dans les négociations américano-soviétiques au sommet, et une mobilisation pour saisir l'occasion de relancer la bataille pour le désarmement peut paraître inutile ou dérisoire.

Ce serait ignorer les puissants intérêts économiques et politiques qui se dissimulent derrière l'industrie nucléaire, civile et militaire, des pays capitalistes, en particulier aux Etats-Unis et en France. Ces secteurs-là ne se résoudront pas d'eux-mêmes à la perte des marchés d'Etat que leur offre la course aux armements (vecteurs et charges).

Ce serait ignorer aussi que depuis des années, une bonne partie de la ligne de défense idéologique des dirigeants capitalistes consiste à agiter le spectre de la menace soviétique sur l'Europe, pour justifier *a contrario* tous les sacrifices que les travailleurs devraient consentir pour perpétuer un système capitaliste qui serait un moindre mal. D'ores et déjà, tous les secteurs les plus réactionnaires haussent le ton pour réanimer le mythe d'une supériorité « conventionnelle » des forces du pacte de Varsovie en Europe.

Se mobiliser aujourd'hui pour réclamer la dénucléarisation de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, ne serait-ce pas faire preuve de soutien au bloc soviétique ? Un tel raisonnement, que l'on voit déjà poindre à droite et à gauche, condamne d'avance toute mobilisation pour le désarmement, qui pourra toujours être interprétée, selon le contexte, comme un soutien à l'un ou l'autre camp. Pour notre part, parce que nous n'avons au contraire aucune confiance dans les intentions « pacifistes » de la bureaucratie soviétique, qui reste capable demain d'utiliser tous les chantages militaires contre les travailleurs d'Europe, nous voulons *maintenant* que l'occasion soit saisie de dire : chiche ! Le désarmement nucléaire n'est pas pour nous synonyme d'un nouveau Yalta, dans lequel bureaucrates soviétiques et impérialistes américains négocieraient une nouvelle phase de tranquillité, chacun pour résoudre ses contradictions internes, échangeant sur



Dessin de Plantu, extrait de *Pas nette, la planète !, La Découverte-le Monde*.

la table de négociation les destins des peuples afghan et nicaraguayen, polonais et salvadorien. C'est précisément la raison pour laquelle une nouvelle mobilisation européenne est nécessaire pour que, dans la nouvelle phase ouverte par les propositions Gorbatchev, les travailleurs européens fassent entendre leur voix.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur le régime bureaucratique, on ne peut refuser à l'URSS les moyens d'une dissuasion nucléaire face à l'impérialisme américain, notamment en terme d'ICBM et de SLBM. Mais en revanche, toutes les armes à vocation offensive, que sont les LRTNF⁵ et les TNF⁶ doivent être bannies de l'Europe, de l'Atlantique à l'Europe soviétique.

Pour les Etats unis socialistes d'Europe

Le développement des euromissiles a été, de la part de l'URSS comme de la part des USA, un outil politique pour maintenir les travailleurs d'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, prisonniers de la logique des blocs.

L'idée européenne fait son chemin et elle est trop sérieuse pour être laissée à Giscard d'Estaing.

L'Europe, à l'Ouest comme à l'Est, reste à bien des égards aujourd'hui le maillon faible des systèmes impérialistes et bureaucratiques au niveau des pays développés. La révolution socialiste, à l'échelle de cette région, ne peut plus être conçue dans le cadre des frontières existantes. La chance des peuples européens, c'est de mettre leurs forces en commun pour faire face aux deux blocs, soviétique et américain, pour éviter l'étranglement de toute expérience socialiste et véritablement peser dans les rapports de forces mondiaux, en particulier vis-à-vis de tous les peuples du tiers monde, dominés par l'impérialisme.

En se débarrassant des euromissiles, les travailleurs européens feront un pas dans la voie de leur indépendance

stratégique, sans laquelle aucune perspective socialiste n'est concevable.

Cela ne règle pas encore le problème de la défense militaire des travailleurs européens face aux bureaucrates staliniens et à l'impérialisme américain, dans une phase où une expérience socialiste européenne ne déboucherait pas *ipso facto* sur une extension au cœur des deux blocs, et où chacun d'eux ne verraient certainement pas l'expérience d'un bon œil. Mais cette défense-là devra avant tout reposer sur un réseau de défense inséré dans la population, et bénéficiant de toute la souplesse désormais permise par les technologies électroniques et informatiques. Toute logique militaire agressive vis-à-vis de l'URSS ou des USA, *a fortiori* nucléaire, serait une impasse militaire, politique, sociale⁷.

Les travailleurs européens doivent saisir aujourd'hui l'occasion des propositions Gorbatchev pour exiger le démantèlement de tous les arsenaux nucléaires européens, y compris les arsenaux français et anglais, pour préparer demain les Etats unis socialistes d'Europe.

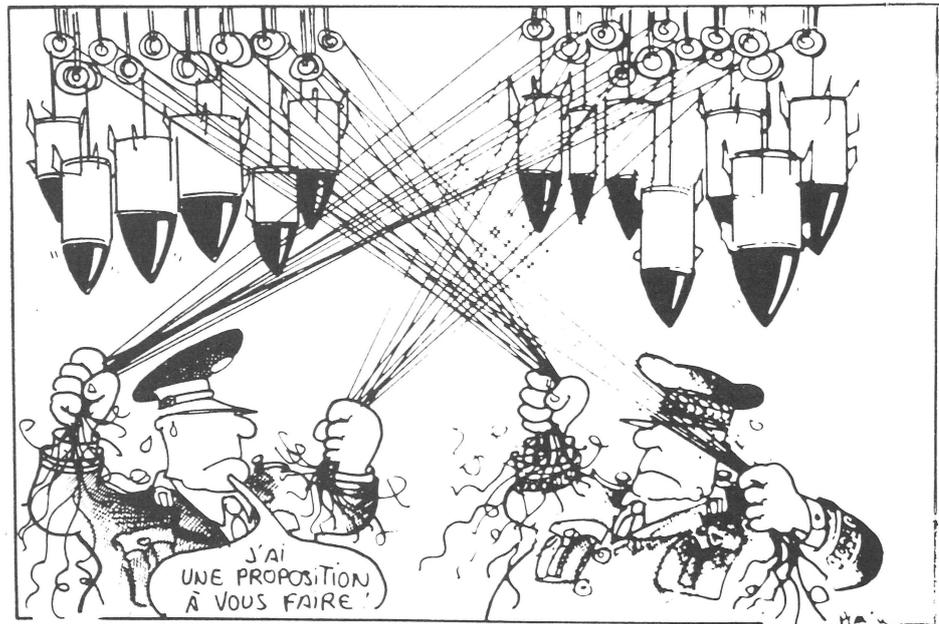
François Dietrich

5. LRTNF, long range theater nuclear forces : force nucléaire « de théâtre » de portée supérieure à 1 000 kilomètres, mais inférieure à 5 000 kilomètres. Les SS 20, les Pershing entrent dans cette catégorie. Les missiles du plateau d'Albion, catalogués par la France comme missiles IBCM, s'y rattachent en fait également de par leur portée limitée (3 500 kilomètres).

6. TNF, theater nuclear force : force nucléaire de théâtre, dans lesquelles il faut inclure les missiles Pershing I datant des années soixante d'une portée de 750 kilomètres et les missiles Pluton français.

7. Philippe Lacroix, « Y a-t-il une alternative à l'actuelle doctrine stratégique occidentale ? », in *Eviter la guerre ? Réponses à quelques questions sur les risques de la guerre*. Petite collection Maspero, Paris, 1983.

Dessin de Plantu, extrait de *Pas nette, la planète !, La Découverte-le Monde*.



Reagan pris la main dans le sac

Jane BARTON

Le lendemain du discours télévisé où Reagan reconnaissait avoir commis une erreur, mais en toute bonne foi, en laissant faire les ventes d'armes américaines à l'Iran, Marc Kravetz, journaliste à *Libération*, écrivait un commentaire louant la transparence de la démocratie américaine : « ... On doit retenir que nulle part ailleurs des élus de la nation, des juges, des journalistes peuvent interpellier en toute liberté le pouvoir jusque dans ses sommets, en explorer les rouages les plus intimes et rendre publics les résultats. C'est un peu court pour une leçon de morale. C'est assez pour rappeler qu'aux Etats-Unis, la démocratie ne s'arrête pas "où commence l'intérêt de l'Etat". Et ce n'est pas rien. » (*Libération* du 6 mars 1987.)

C'est là une opinion assez répandue dans les milieux de gauche européens pour qui les Etats-Unis sont devenus le garant de la démocratie dans le monde. Elle contient une part de vérité : peu de grandes puissances européennes se sont permis le luxe de tels scandales dans l'histoire récente. Rappelons simplement toutes les difficultés de l'enquête sur l'affaire Greenpeace. Et l'enquête de la commission Tower a effectivement livré ou confirmé d'importantes informations sur les mécanismes du pouvoir.

IL ne faut pas idéaliser les institutions américaines. Tous les rouages de l'Etat et justement « les plus intimes » n'ont pas pu être explorés ; ceux qui ont pu l'être, ne l'ont pas été par tous les « élus de la nation, les juges ». Et surtout pas par tous les journalistes. Il y a des domaines réservés qui n'ont été ouverts qu'après avoir été « nettoyés » pendant que l'enquête traînait. De nombreuses questions soulevées par des journalistes progressistes, émules des courageux enquêteurs de l'affaire Watergate¹, sont restées sans réponse. La quasi-totalité des « élus de la nation et des juges », produits des mécanismes de sélection des partis démocrate et républicain, accepte les présupposés de la politique du pouvoir et ne se posent que les questions de procédure qui ne mettent pas en cause cette politique. Ce sont eux qui dirigent les enquêtes parlementaires et judiciaires et sont interviewés dans les médias. Il vaut aussi la peine de remarquer que la chaîne de révélations a été déclenchée et nourrie par les forces extérieures à la « démocratie » américaine, à savoir

les chiites libanais et les sandinistes nicaraguayens.

Mais surtout, comment séparer la question des rouages du pouvoir de celle beaucoup plus fondamentale du contenu de la politique que l'enquête a examinée : guerres secrètes, « gestion de l'information », réseaux de politique étrangère semi-privés, recrutement de mercenaires et de trafiquants, tout cela au service d'une politique profondément antidémocratique, exécutée au mépris des droits de l'homme, particulièrement ceux des peuples du Moyen-Orient, d'Afrique du Sud, d'Amérique centrale et d'Asie du Sud-Est ? Le scandale a entraîné des révélations, confirmé des soupçons et apporté des preuves d'une grande valeur pour les mouvements anti-impérialistes, pacifiques, des droits de l'homme et pour les militants qui ont affaire aux activités internationales des syndicats américains.

Tout commence le 3 novembre 1986 avec la révélation, par le journal libanais — et non américain — *Al Shi-raa*, que MacFarlane a fait un voyage

incognito à Téhéran en mai 1986. A l'époque, MacFarlane était directeur du NSC, organisme qui devait devenir le centre de la controverse, et homme de confiance du président Reagan. Le président du Parlement iranien, Rafsanjani, confirme la nouvelle et ajoute que les négociations ont été enregistrées sur bandes. Les autorités américaines font mine de vouloir vérifier leurs dossiers, espérant sans doute enterrer l'affaire en la faisant traîner.

D'Irangate...

Mais les faits révélés par la presse américaine sont probants et les fuites trop nombreuses. Il est vérifié que MacFarlane faisait partie d'une délégation qui avait pour mission de négocier des ventes d'armes à l'Iran, notamment des missiles anti-tanks (TOW), des missiles anti-aériens (Hawk) et des pièces détachées pour le matériel acheté par l'armée iranienne avant la chute du shah. Il était porteur de petits cadeaux pour ses interlocuteurs : une clef, symbolisant l'ouverture d'une nouvelle ère dans les relations irano-américaines, et une Bible signée par Reagan lui-même, signe de bonne foi.

Reagan est donc contraint, le 13 novembre 1986, de reconnaître l'existence de contacts avec les autorités iraniennes, alors même qu'il avait proclamé une interdiction de tout commerce d'armes avec l'Iran et enjoignait ses alliés européens de ne pas céder au chantage et de refuser toute négociation avec les preneurs d'otages, le tout au nom des principes sacrés de la civilisation et de la croisade contre le terrorisme international. Il prétend cependant qu'il n'a été mis au courant de ces contacts que tardivement, et qu'il ne s'est jamais agi pour lui de discuter une rançon pour les otages.

Ce petit aveu déclenche aussitôt une crise de confiance majeure dans la population américaine abreuvée depuis 1979 d'une incessante propagande contre les « ayatollahs » et autres terroristes et met le gouvernement américain dans l'embarras devant ses alliés. Une telle utilisation des services secrets américains — dont on ne peut prétendre que, si elles étaient rendues publiques, elles emporteraient l'assentiment d'une grande partie de l'opinion — rappelle fâcheusement les agissements de l'ancien président Nixon.

En effet, l'opération viole au moins deux lois : celle sur le contrôle des exportations d'armes, selon laquelle toute vente ou tout transfert d'armes américaines de plus de quatorze millions de dollars doivent être approuvés par le département d'Etat et communi-

qué au Congrès, et celle sur la sécurité nationale, qui exige que le Congrès soit informé de toute opération secrète en temps « utile ». Ces lois, ainsi que celle sur les pouvoirs de guerre — exigeant l'approbation du Congrès pour tout engagement de troupes américaines dans une zone de combat, aussi mineur soit-il — et la loi sur la neutralité — qui régit les rapports des Etats-Unis avec les pays qui sont le théâtre des conflits armés — sont perçus par la population comme des garde-fous contre de nouvelles interventions du type de celle du Vietnam.

La presse rappelle le scandale de Watergate qui a conduit à la démission de Nixon ; d'où le terme « Irangate ». Devant la multiplication des interrogations dans le public et la presse, le Congrès décide d'ouvrir une enquête.

Très vite, il est évident que les ventes d'armes devaient servir de rançon pour la libération des otages américains. C'est Olivier North, officier de marines lié à l'extrême droite et membre du NSC, qui a coordonné l'affaire. Le gouvernement israélien, qui a toujours maintenu des rapports discrets mais bons avec Téhéran, a suggéré la démarche. Des agents de l'armée israélienne, le millionnaire iranien Ghorbanifâr, ancien agent de la SAVAK resté proche des sommets de l'armée iranienne, le financier saoudien Khashoggi, proche de la famille royale, servaient d'intermédiaires. La CIA prélevait les armes dans les arsenaux américains (notamment à Anniston et Texarkhana, aux Etats-Unis, ainsi qu'en Italie et en Turquie) sans l'aval des autorités militaires locales ou du Pentagone et les faisait transporter en Iran, via Israël, par avions charters de la compagnie Southern Air Transport. L'opération s'intitulait *Project Recovery* (Project Récupération). L'argent des ventes était déposé en Suisse.

La CIA avait convaincu des hommes d'affaires canadiens de prêter plusieurs millions de dollars pour les frais de l'opération. Mais l'Iran a retardé les premiers paiements, les armes livrées ne correspondant pas à la commande qu'elle avait passée. Les Canadiens s'impatientent donc et menacent de recourir à la justice pour se faire rembourser. Le Pentagone nie toute responsabilité. La CIA ne peut plus dissimuler son rôle sur cet aspect de l'affaire².

... à « Contragate »

A partir de la fin 1986, la presse commence à remonter la piste de l'argent des comptes suisses. L'enquête est facilitée par les Nicaraguayens. En effet,

Chambre des représentants : Chambre basse de 435 membres (élu proportionnellement à la population des Etats).

CIA : Central Intelligence Agency, organisme chargé de l'espionnage en dehors des Etats-Unis, responsable devant le président.

Congrès : le Sénat et la Chambre des représentants pris ensemble.

Département d'Etat : le ministère des Affaires étrangères.

Maison-Blanche : siège de la présidence.

NSC : National Security Council, organisme créé en 1947, nommé directement par le président, chargé de coordonner la politique du Pentagone, de la CIA, des Affaires étrangères, etc.

Pentagone : siège du ministère de la Défense et de l'état-major des forces armées.

Sénat : Chambre haute de 100 membres (2 par Etat).

la capture du pilote américain Hasenfus par les forces sandinistes au Nicaragua, le 5 octobre 1986, déclenche une chaîne de révélations sur le rôle de la CIA dans l'approvisionnement et le financement des contras. Hasenfus donne des noms qui permettent de reconstituer les filières. Celles-ci coïncident en partie avec les personnages et sociétés impliqués dans l'Iragate. Le procureur général Meese reconnaît alors, le 22 novembre, qu'environ 10 à 30 millions de dollars provenant des ventes à l'Iran ont fini dans les caisses de la contra. Reagan prétend qu'il n'en savait rien.

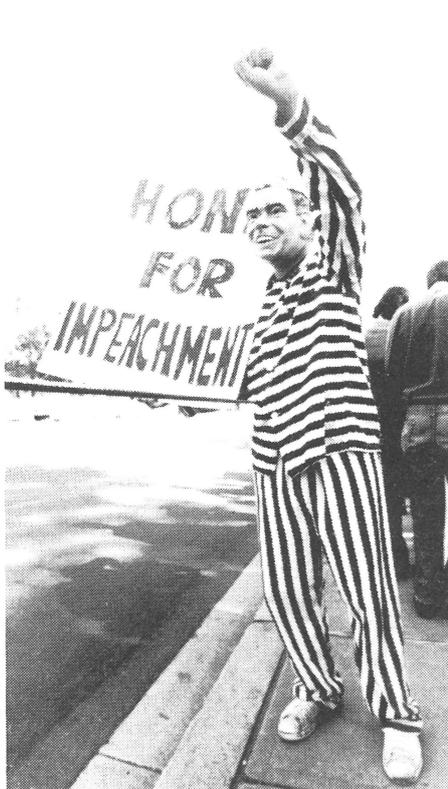
On parle maintenant de l'affaire « Contragate », plutôt qu'Iragate. En effet, en s'étendant au Nicaragua, le scandale entre en résonance avec le sentiment de la majorité des Américains opposés à l'aide à la contra. Il apparaît, à la lumière des révélations, que tous les votes du Congrès pour ou contre l'aide à la contra nicaraguayenne, tous les amendements la suspendant ou la limitant à une aide humanitaire, ou à la fourniture d'armes dites défensives, toutes les campagnes de presse dans un sens ou dans l'autre ne servaient qu'à amuser la galerie, puisque le gouvernement attribuait cette aide dans tous les cas par des canaux détournés. La politique étrangère américaine échappe donc en partie au contrôle démocratique de la population. Mais dans quelle mesure ?

La masse critique

On arrive alors à un tournant. « Dans les scandales, écrit le journaliste radical Alexander Cockburn, on peut dire qu'on atteint la masse critique quand la moitié des rumeurs les plus folles se révèlent conformes à la vérité, et les gens commencent à consacrer toute leur attention à l'autre moitié. Les démentis officiels ont alors le même effet que les allumettes sur l'essence³. »

L'équipe Reagan décide en effet de tenter une opération de « limitation des dégâts » (« damage control »). Donald Regan, l'autoritaire secrétaire de la Maison-Blanche, met l'équipe d'accord sur une nouvelle chronologie des entretiens entre Reagan et ses aides. Cette chronologie doit permettre de blâmer North, MacFarlane et son successeur à la tête du NSC, Poindexter, pour sauver Reagan, prétendument informé après coup par ses aides. North et Poindexter sont donc sacrifiés et William Casey, directeur de la CIA, démissionne pour raisons médicales.

Mais la concentration du pouvoir autour de la présidence a ses contradictions. Au lieu d'être détruits instanta-



Le syndrome du Watergate provoque encore aujourd'hui des effets persistants.

Manifestation pour l'empêchement de Nixon, 1973.

nément comme leurs auteurs le croyaient, les messages secrets transmis par ordinateurs entre North, Poindexter, MacFarlane et Casey étaient stockés dans une mémoire secrète. Celle-ci, y compris des notes sur l'élaboration de la nouvelle chronologie, tombe entre les mains de la commission d'enquête. MacFarlane fait une tentative de suicide.

Devant le peu de crédibilité des déclarations de Reagan et de ses aides, le Congrès décide d'ouvrir une enquête qu'il confie à trois membres respectables de « l'establishment » dirigé par le sénateur Tower. Des témoins sont entendus. Les médias lancent leurs journalistes à la recherche d'exclusivités. On assiste alors à une explosion de l'affaire : toutes les pistes sont bonnes. Des accusations portées par la petite presse radicale sont reprises bien plus largement.

Parmi les révélations les plus intéressantes faites à cette époque, signalons les suivantes⁴ :

◇ Les comptes des banques suisses approvisionnés par l'argent des ventes d'armes ne servent pas qu'à financer les contras nicaraguayens, mais font partie d'un énorme budget parallèle et secret brassé par la CIA et le NSC. Ce budget alimente entre autres l'UNITA en Angola, les groupes intégristes afghans, les Khmers rouges et leurs alliés installés à la frontière du Cambodge, le Renamo du Mozambique, les commandos d'extrême droite salvadoriens.

◇ Alors que Reagan prêche contre la drogue, les contras, équipés par la CIA, s'engraissent par le trafic de la drogue entre l'Amérique latine et les Etats-Unis, utilisant leurs aéroports du Salvador et du Honduras comme relais.

◇ Outre les bénéfices des ventes d'armes et de drogue, le réseau de North collecte des fonds auprès d'hommes d'affaires américains et européens, du sultan de Brunei, de princes saoudiens, pour diverses fondations anticommunistes comme la National Endowment for the Preservation of Liberty, en utilisant des lettres signées par Reagan, et même la promesse de le rencontrer en personne pour les plus gros donateurs.

◇ Ces fonds, ainsi que les fonds propres de la CIA, ont financé la campagne de relations publiques des contras visant à se présenter comme des défenseurs des droits de l'homme, notamment par l'ouverture de bureaux à Paris et Madrid, et la création d'un fond destiné à influencer les « faiseurs d'opinion » européens, notamment syndicalistes et intellectuels.

◇ La Commission permanente des droits de l'homme au Nicaragua (CPDH), source principale des accusations de violation des droits de l'homme portées contre les sandinistes a reçu une donation de 44 000 dollars en 1985 en provenance de ce réseau. Ses rapports ont ensuite été utilisés pour convaincre le Congrès de voter les crédits de 100 millions de dollars d'aide militaire aux contras en août 1986.

◇ Des exemples de pression sur la presse : North a suggéré à l'Associated Press que si elle veut faire libérer son journaliste Terry Anderson, pris en otage au Liban, elle a intérêt à modérer ses enquêtes sur les liens entre la CIA et les contras.

◇ Alors que Reagan condamnait le terrorisme, la CIA entraînait le commando libanais qui a installé une voiture piégée devant la maison de Mohamed Hussein Fadlallah, guide spirituel d'Hezbollah, à Beyrouth, le 8 mars 1985, faisant quatre-vingt-douze morts et plus de deux cents blessés.

◇ En 1983, dans le cadre d'échange de bons offices, la CIA a dénoncé deux cents militants de gauche iraniens recherchés par le régime de Khomeiny ; ceux-ci furent exécutés.

Le verdict de l'« establishment »

Devant la prolifération de ces révélations et rumeurs, la commission d'enquête décide de centrer toute son attention sur les mécanismes de prise de décision. Les politiciens démocrates et

Chronologie de l'affaire Irangate-Contragate

Janvier 1984 : les Etats-Unis imposent des mesures de contrôle à l'exportation vers l'Iran, inscrit sur la liste des pays soutenant le terrorisme.

Octobre 1984 : le Congrès américain interdit les ventes d'armes directes aux contras nicaraguayens.

Fin 1984 : le NSC explore les moyens d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et l'Iran.

14 juin 1985 : le vol 847 de la TWA est intercepté et des américains pris en otages à Beyrouth.

Août-septembre 1985 : première livraison secrète de missiles antitanks américains à l'Iran.

Février 1986 : nouvelle livraison secrète d'armes américaines à l'Iran.

15 mai 1986 : MacFarlane se rend inconnu à Téhéran.

Mai 1986 : livraison secrète d'armes américaines à l'Iran.

29 juillet et 2 novembre 1986. Des otages sont relâchés.

3 novembre 1986 : *Al Shira'a*, journal de Beyrouth, révèle le voyage de MacFarlane ; Rafsanjani, président du parlement iranien, confirme.

13 novembre 1986 : Reagan prétend que les ventes d'armes ne visaient qu'à établir des contacts avec les « modérés » iraniens.

21 novembre 1986 : le Congrès ouvre une enquête sur les ventes d'armes à l'Iran.

25 novembre 1986 : l'enquête révèle que les ventes à l'Iran devaient aussi servir de rançon pour les otages ; Meese recon-

naît que les recettes de ces ventes ont transité vers les contras nicaraguayens ; Reagan prétend qu'il n'en savait rien ; North et Poindexter sont limogés.

26 novembre 1986 : Reagan nomme une commission d'enquête présidée par Tower.

19 décembre 1986 : la presse élargit le champ de l'affaire ; Reagan nomme Walsh pour examiner les violations éventuelles de la loi.

Janvier 1987 : l'enquête aborde les rouages de la politique étrangère : le NSC, la CIA, les souterrains de la Maison-Blanche...

Février 1987 : les fuites vers les médias mettent en cause un vaste appareil parallèle de politique étrangère, à demi-privé, notamment le Projet démocratie d'aide aux contras, les trafics d'armes et de drogue.

26 février : le rapport de la commission Tower blâme l'amateurisme et l'incompétence des opérations concernées.

2 mars 1986 : Donald Regan est remplacé par Howard Baker au poste de secrétaire de la Maison-Blanche ; le Sénat accepte les promesses de bonne conduite de Reagan.

18 mars 1986 : une majorité de 38 sénateurs républicains et 14 démocrates confirme la dernière tranche (de 40 millions de dollars) des 100 millions de dollars d'aide légale aux contras, votée l'été 1986.

Avril 1986 : le débat continue sur la limitation des pouvoirs du NSC et la destination des fonds secrets.

républicains et les médias lui emboîtent le pas à quelques exceptions près : Reagan a-t-il ou non été trompé par ses aides ? Est-il malade ? Ou sénile ? Le rapport final de la commission Tower, publié le 26 février 1987, fait un inventaire assez détaillé des mesures prises par Reagan et son entourage dans l'affaire des ventes à l'Iran et des fonds aux contras, exposant ainsi les rouages de la guerre secrète. Il relève également la tentative de l'équipe au pouvoir de blanchir Reagan en falsifiant la chronologie des événements.

Mais il ne met pas en cause les options fondamentales de Reagan, il ne relève pas les nombreuses pistes découvertes au cours de l'enquête. Il se contente de condamner le manque de professionnalisme des responsables de ces deux affaires et de recommander que la NSC se limite à conseiller le président, laissant la mise en œuvre de ses décisions aux autres agences. Donald Regan est désigné comme le principal fautif. Enfin, comble du cynisme, le rapport réclame qu'on renforce les mesures de confidentialité dans la conduite des affaires décrétées car les

fuites ont été le principal moteur du scandale !

A la suite ce rapport, Reagan reconnaît avoir commis des erreurs et accepte de renvoyer Donald Regan et de le remplacer par un personnage de l'« establishment » conservateur, le sénateur républicain Howard Baker. Commence alors une sorte de régence de Baker, Reagan restant le président en nom. A la fin mars 1986, le Sénat contrôlé par les démocrates accepte de laisser passer la dernière tranche de 40 millions de dollars aux contras, votée l'été dernier.

Diverses enquêtes se poursuivent. Il pourrait donc y avoir des rebondissements. Mais ni les représentants et sénateurs démocrates et républicains, ni la grande presse libérale n'ont jamais mis en cause la nécessité pour les Etats-Unis de combiner leurs moyens d'action diplomatiques, économiques et militaires légaux à des opérations de déstabilisation, aux guerres secrètes et à la désinformation. Aucun d'entre eux n'a même proposé de réduire la taille de la CIA ou de restreindre sa mission à la collecte d'informations. La

guerre secrète est désormais un pilier de la politique étrangère.

Or, les principaux objectifs de cette politique étrangère sont partagés par les républicains et les démocrates : renverser le régime sandiniste par le blocus économique, la pression militaire et l'action des contras ; imposer une paix américaine au Moyen-Orient aux dépens des masses arabes ; imposer l'hégémonie américaine en s'appuyant sur la supériorité militaire des Etats-Unis dans le domaine nucléaire et la contre-insurrection ; préserver un semblant de stabilité en Afrique du Sud aussi longtemps que possible ; assurer des transitions qui préservent le rôle d'arbitre de l'armée en Haïti, aux Philippines, au Brésil, en Argentine, etc.⁵.

Une vraie crise de la politique étrangère

Comment expliquer alors le scandale et le règlement de comptes auquel on vient d'assister à Washington ? En vérité, malgré leur image de puissance, les Etats-Unis ne peuvent pas imposer leur loi sans difficultés. Le consensus républicain-démocrate sur les objectifs de la politique étrangère ne garantit pas le gouvernement contre les erreurs, les dilemmes et la nécessité de revirements qui peuvent exiger des changements d'équipe et même de procédures internes. L'éclatement de l'affaire est donc le résultat des impasses auxquelles la politique américaine se heurte depuis plusieurs années, aussi bien en dehors de ses frontières qu'à l'intérieur.

Certes, Reagan a connu des succès comme l'invasion de la Grenade, l'invasion israélienne du Liban, le développement de la rébellion afghane, les transitions à froid au Brésil et en Argentine, le lancement de la guerre des étoiles. Mais ces succès sont limités ou fragiles. La capacité de l'administration américaine, notamment de Reagan, acteur professionnel, à faire passer son message dans les médias américains et européens, a occulté pendant un certain temps les symptômes de ces difficultés. Aujourd'hui, en rétrospective, on voit mieux les semi-échecs et le pourrissement de certaines situations.

Au Nicaragua, après huit ans d'efforts américains, Reagan n'a pas réussi à renverser le régime sandiniste. Les contras ont vu leurs actions réduites à des attentats dont la cruauté a jailli contre eux dans l'opinion publique. Au Salvador, l'insurrection demeure vivace. Dans l'ensemble du continent, le ressentiment contre la dette extérieure im-

posée aux peuples latino-américains s'avive.

Au Moyen-Orient, Washington n'a pas trouvé de régime qui puisse jouer le rôle de gendarme tenu jadis par l'Iran du shah. Le débarquement américain à Beyrouth n'a pas réussi à stabiliser un régime phalangiste pro-américain. L'opération s'est soldée par le retrait des troupes américaines après la mort de deux cent quarante et un marines volatilisés devant leur caserne. A cela s'est ajouté l'humiliante série de prises d'otages.

L'accélération du programme nucléaire américain, la fameuse « guerre des étoiles », a créé un énorme déficit budgétaire et amené les Etats-Unis à « réinterpréter », c'est-à-dire à violer les traités de limitation des armes nucléaires SALT I et SALT II. Pourtant ce programme ne semble pas offrir de perspective réaliste de mettre l'URSS à genoux économiquement. Et il a permis à Gorbatchev de reprendre l'initiative sur le terrain du désarmement.

Les énormes investissements dans la guerre des étoiles n'ont pas non plus permis aux Etats-Unis de surmonter le déclin de leurs grandes industries face à la concurrence japonaise et européenne.

Enfin, en Afrique du Sud, Reagan a prôné une politique d'incitation amicale à l'autoréforme du régime d'apartheid qui a produit peu de résultat, si ce n'est l'aggravation des troubles.

A cela, il faut ajouter le maintien d'une large dissension interne sur les questions de politique étrangère. Le fameux syndrome du Vietnam, dont le film *Platoon* vient fort à propos nous rappeler l'existence, reste vivace. Ce syndrome, que Reagan devait exorciser, est la crainte d'une grande partie de la population de voir les Etats-Unis s'engager dans une nouvelle guerre contre-insurrectionnelle avec son cortège de morts, de blessés et d'atrocités.

L'opposition interne à toute intervention américaine directe en Amérique centrale est renforcée par un large engagement de militants d'inspiration chrétienne et la présence de nombreux immigrants d'origine centre-américaine et mexicaine aux Etats-Unis mêmes. Cette opposition s'est limitée jusqu'à présent à des petites manifestations et meetings d'information, à des voyages de « témoins de la paix » au Nicaragua, à l'organisation de « sanctuaires » pour les réfugiés salvadoriens dans les églises et autres activités de ce type. Mais elle pourrait s'étendre massivement en cas d'intervention directe des troupes américaines.

Le soutien de Washington à Pretoria est une autre source de divisions internes. Toute une nouvelle génération d'activistes étudiants s'est engagée dans

le combat pour le retrait des investissements d'Afrique du Sud. Ce sentiment est particulièrement fort dans la population noire où les sondages n'ont jamais donné à Reagan une majorité d'opinions favorables, même aux moments de sa plus forte popularité.

Il n'y a pas non plus de consensus dans la population sur la politique d'armement nucléaire. L'opposition d'origine pacifiste a été renforcée par une composante écologique, consciente des dangers de la radioactivité pour l'espèce humaine. En 1983, elle a obtenu un très large écho au moment de la campagne pour le gel des armements nucléaires.

Enfin, en 1986, la courbe des grèves, qui déclinait régulièrement depuis 1979, s'est inversée, passant de 300 000 grévistes en 1985 à 500 000, ce qui est encore très bas⁶. Pour la première fois, quelques luttes, comme celles des ouvriers des abattoirs Hormel, ont tenté de stopper l'engrenage des concessions où les syndicats se sont empêtrés depuis sept ans.

On est loin d'un changement radical de la situation intérieure, mais du point de vue de la bourgeoisie américaine, mieux vaut prévenir que guérir. Les obstacles rencontrés sur la scène internationale semblent réclamer une politique comprenant une plus forte dose de négociations et de recherche de « troisième force » modérée. Ce n'est pas une divergence de principes : Reagan a suivi cette politique en Haïti et aux Philippines quand elle s'est imposée. Mais son application exige d'éviter les faux pas, les crocs-en-jambe fractionnels. D'où la nécessité de faire le ménage dans les souterrains de la Maison-Blanche.

En effet, un personnel particulier s'est incrusté dans les conseils de la présidence où se décide la politique étrangère. Spécialistes des opérations de commandos, dirigeants de réseaux de mercenaires, formateurs des polices secrètes et tortionnaires des dictatures, collecteurs de fonds pour les causes d'extrême droite, leur prototype est le lieutenant colonel Oliver North, vétéran du Vietnam, de l'Iran, des Philippines ; leur fief, le NSC. A l'origine, simple organisme d'élaboration et de coordination de la politique étrangère, il s'est arrogé de plus en plus de prérogatives opérationnelle sous Nixon et Carter. A plusieurs reprises, des ordres émanant du NSC ont introduit la confusion dans les services secrets et les forces armées. Une clarification s'impose donc.

Ce ménage a pu se faire en public, d'une manière qui a suscité l'admiration de certains en Europe parce que si des mouvements d'opposition existent aux Etats-Unis sur des thèmes précis, ces mouvements ne trouvent aucun répon-



Une véritable crise de confiance s'est ouverte au sein de la société américaine abreuvée depuis 1979 d'une propagande de dénonciation des « ayatollahs » et du « terrorisme ».

Manifestation du Hezbollah à Beyrouth.

dant véritable au niveau politique. Il est d'autant facile de faire laver son linge sale en public par ses serviteurs, qu'aucun adversaire ne menace d'en profiter pour éjecter les maîtres de la maison. Le Parti démocrate n'est pas une alternative, même au sens où les partis sociaux-démocrates européens en sont une. Structurellement construit pour noyer les revendications des syndicats et mouvements sociaux dans « l'intérêt général du pays », dominé par les millionnaires, il a attribué ses défaites de 1980 à 1984 à une image trop « libérale » (au sens américain du terme, c'est-à-dire progressiste). Recentré, il se confine maintenant à des critiques constructives de l'administration Reagan. Même ses promesses électorales ne correspondent pas aux aspirations formulées par de larges secteurs de la population. La petite aile gauche regroupée autour de Jesse Jackson est impuissante à modifier la politique du parti.

La bourgeoisie américaine a donc décidé d'opérer un changement de personnel en douceur, sans remise en cause des options fondamentales de Reagan. Mais la partie n'est pas jouée. L'invasion de la Grenade, le raid aérien contre Tripoli, l'arraisonnement d'un avion civil égyptien en plein vol, les cambriolages des locaux des mouvements sociaux aux Etats-Unis mêmes, le débauchage d'intellectuels et syndicalistes américains et européens, les fausses

informations diffusées à la presse ont encore bien des secrets. La manifestation prévue à Washington le 25 avril 1987 contre l'intervention américaine en Amérique centrale et le soutien au régime d'apartheid devrait encourager ceux qui sont décidés à faire tout la lumière.

Jane Barton

1. L'affaire Watergate tire son nom du fait que Nixon avait utilisé les services secrets pour espionner ses rivaux démocrates réunis à l'hôtel Watergate, à Washington, en juillet 1972 ; de fil en aiguille, toutes les opérations de la CIA, du FBI et d'autres agences de surveillance avaient été mises en cause.

2. Project Recovery, *Newsweek*, 1^{er} décembre 1986, p. 8-14, « Taking the Fifth », *Newsweek*, 22 décembre 1986, p. 8-11.

3. A. Cockburn, « The shit hits the fan », *Nation*, 6 décembre 1986, p. 630.

4. Voir notamment les articles de *Nation* : « Contra Conscience », 6 décembre 1987, « The Selling of the FDN », 17 janvier 1987, « Secret Wars », « Cockburn replies », 31 janvier 1987, « Why they hate us », 14 février 1987 ; et de *Newsweek* : « Casey's Secrets », 22 décembre 1986, « Hanging Ollie Out to Dry », 19 janvier 1987.

5. Sur la convergence des républicains et démocrates en politique étrangère, et même la surenchère militariste des démocrates, voir Michael T. Klare, « Les démocrates plus reaganiens que M. Ronald Reagan ». *Le Monde diplomatique*, avril 1987.

6. *Financial Times*, 12 mars 1987.

La rébellion des instits

Nicolas JEANSON

Le mouvement des instituteurs contre le statut de maître-directeur fut, dans l'histoire des luttes de la profession, le plus important depuis la bataille contre la loi Debré en 1960. Il est très caractéristique du « tournant social » opéré par la grève générale des étudiants et des lycéens, puis par la grève des cheminots. A ce titre, ses enseignements doivent sortir des murs des écoles, et être reçus par tous les travailleurs.

Le décret Monory a fait l'effet d'une provocation. Les instituteurs ont compris que le ministre les traitait comme des irresponsables, puisque l'efficacité de l'école supposerait d'y implanter des petits chefs.

La mesure n'a pas seulement heurté un sentiment anti-hiérarchique traditionnel dans le milieu. Elle a été perçue comme une condamnation du travail d'équipe et un frein à l'initiative : donc comme une entrave à l'exercice du métier, une agression à la dignité humaine et professionnelle des instituteurs. Le libéralisme en action, c'est moins de liberté et de responsabilité dans le travail et l'autoritarisme en plus.

La seule mesure du ministre sur l'école primaire aura donc été de dévaloriser un peu plus la fonction d'instituteur. Il fallait oser !

L'affront

Aux étudiants, la loi Devaquet. Aux cheminots, la grille salariale « au mérite ». Aux instituteurs, le maître-directeur. La continuité du libéralisme n'a pas échappé aux instituteurs. Au ressort de la dignité bafouée, s'est adjoint le stimulant du succès étudiant. La grève des cheminots a été plus diversement appréciée : la longueur de la grève a pu estomper chez certains instituteurs le succès remporté sur la grille salariale, les satisfactions partielles sur les conditions de travail et le sentiment de succès des cheminots eux-mêmes. On a pu ainsi mesurer l'effet négatif de l'absence d'information et de campagne de soli-

darité intersyndicale avec les cheminots.

Mais le sentiment existait que le gouvernement était en difficulté et ne pouvait pas se permettre une nouvelle épreuve de force. Au point que certains ne croyaient pas que Chirac « oserait » sortir le décret de maître-directeur. Il a pourtant osé, en profitant de la naïveté de ceux qui comptaient engranger gratuitement les retombées des luttes étudiante et cheminote.

Il est vrai que Chirac a hésité durant tout le mois de janvier. Mais il a su aussi tester l'adversaire, l'endormir et gagner du temps. La rapidité de réaction du milieu était décisive : il fallait tout de suite faire monter les enchères. Ce fut l'inverse. Le SNI fixa pour la fin du mois, le 27 janvier, une grève de vingt-quatre heures sans lendemain. Le 29 janvier, Chirac, ayant compris que le SNI n'engagerait pas l'épreuve de force, annonça sa décision de signer le décret qui occupait un de ses tiroirs depuis un mois. Il le fit au cours d'une conférence de presse destinée à effacer l'idée d'une pause dans l'application de la politique libérale.

L'obstination du gouvernement n'était pas seulement destinée à sauver la face. Sa fixation sur les maîtres-directeurs n'est pas d'ordre symbolique. En règle générale, on aurait tort de prendre les mesures libérales pour des réformes « idéologiques » : certes, l'idéologie qui les sous-tend est transparente ; certes, aucune de ces mesures n'est immédiatement indispensable. Mais elles ne sont pas pour autant des dérives de la pensée libérale ou des concessions opportunistes à une clientèle électorale.



Chacune de ces mesures fait partie d'une politique de « sortie de crise ». La présélection en fac est indispensable à la réduction du coût de l'enseignement supérieur et à sa professionnalisation. De même, l'individualisation des salaires, appliquée en grand dans le privé, est nécessaire à la baisse du coût salarial, à l'intensification du travail, à l'affaiblissement des résistances collectives du salariat, et à l'assimilation des intérêts du salarié à ceux de « son » entreprise.

Les étudiants et les cheminots disent volontiers que leurs victoires, pour décisives qu'elles sont, n'offrent pas de garantie pour l'avenir. Chassées par la porte, les réformes avortées tenteront d'être introduites par la fenêtre.

Face aux instituteurs, le pouvoir a encore démontré que ses projets ne tenaient pas seulement de la lubie ou de l'idéologie, mais ressortaient de la nécessité.

Le décret Monory s'inscrit dans une série de mesures qui, toutes, visent à casser la « forteresse enseignante » : en divisant le milieu socialement et syndicalement (l'arrêt du recrutement des PEGC a précédé la création de maîtres-directeurs), en s'attaquant aux associations périscolaires, en réduisant le rôle des commissions paritaires, en limitant l'espace de la négociation. Cette politique d'agression contre le syndicalisme enseignant a un but immédiat : satisfaire une clientèle de droite qui veut régler des comptes avec les enseignants, et affaiblir un syndicalisme fort et marqué à gauche. Monory n'a pas trop des deux ans de cohabitation pour planter ses banderilles. Mais, au-delà, il travaille à façonner une nouvelle école. Monory est d'autant plus agressif que la

cohésion sociale et syndicale du milieu enseignant constitue un obstacle à la pénétration du modèle libéral. Créer des chefs d'établissement à l'école primaire (dès qu'une école compte deux classes !) ou renforcer leurs pouvoirs dans les collèges et les lycées, c'est hâter l'adaptation libérale du système éducatif. D'une part, le ministre lie davantage le sort des établissements aux décisions des autorités locales (communales, départementales, régionales) et des « agents économiques », dans le cadre de la décentralisation. Le rôle « d'interlocuteur unique » de l'établissement confié à son chef donne à celui-ci un pouvoir étendu, y compris pour la quête de financements privés. D'autre part, en donnant aux chefs d'établissement, le pouvoir d'orienter le profil de « leur » école, un grand pas est fait vers une école concurrentielle, seul moyen pour la droite de reconstituer des écoles homogènes scolairement et socialement.

Une levée en masse

La mobilisation des instituteurs a sans doute été la plus puissante dans l'histoire de la profession :

En un mois, dans un contexte de profonde désyndicalisation, le milieu a retrouvé le chemin des assemblées de secteurs et de départements, qui ont atteint des records de participation.

— Les grèves spontanées et longues ont eu un effet d'entraînement ; les grèves syndicales ont été largement suivies ; la manifestation nationale du 11 février, préparée en une semaine, a rassemblé un instituteur sur six à Paris.

— Le mouvement a passé le cap des vacances. Au cours de celles-ci, des initiatives ont été prises. A la rentrée, la détermination des secteurs en pointe n'avait pas fléchi et la mobilisation avait gagné de nouveaux départements.

— L'émergence de coordinations dans une quarantaine de départements, leur capacité d'initiative, leur poids dans les actions syndicales sont également inédits.

Dans le mouvement, s'est engouffrée toute la rancœur accumulée par la profession. La réaction de dignité s'est nourrie d'une colère rentrée. Le ras-le-bol a éclaté. Ras le bol d'être mal payé, et de perdre du pouvoir d'achat. Ras le bol des fermetures de classes et de postes. Ras le bol d'être déconsidéré. Ras le bol d'être traîné dans la boue depuis que la défaite laïque a donné des ailes aux nostalgiques de Jules Ferry d'un côté, aux adeptes de la guerre économique de l'autre.

● A milieu nouveau, tradition nouvelle

Le milieu des instituteurs a changé. Longtemps homogène par son origine et par sa formation (recrutement au niveau de la troisième, passage par le moule de l'école normale), il s'est profondément renouvelé : on ne compte pas moins de dix-huit types de recrutement différents dans le milieu aujourd'hui. Les nouvelles générations d'instituteurs passent par la fac. La cohésion sociale et idéologique du milieu a pris un coup.

Si l'identité laïque des anciens s'efface, elle ne laisse pas qu'un vide. La connaissance des mécanismes de l'échec scolaire et la crise de l'école ont ébranlé les certitudes. Difficile aujourd'hui de vivre la fonction d'instituteur comme une « mission ». Mais le milieu exprime un réel attachement pour le métier. Il ne le défend plus avec la manière, les arguments des grands ancêtres : il s'est largement détaché des illusions de ceux-ci. Revenu des mythes, le milieu est aussi moins « corporatiste ». Il s'accroche au métier, comme des travailleurs à leur qualification. Du même coup, il trouve plus aisément le chemin des moyens d'action traditionnels du mouvement ouvrier. Il partage aussi les aspirations apparues depuis décembre : action dure pour être efficace : démocratie et contrôle de la lutte par les AG.

La confiance dans le SNI s'est faite critique. Le SNI ne souffre pas seulement des effets de son orientation, mais aussi d'un retard d'adaptation structurelle au milieu. Il a tardé à prendre la mesure des changements nécessaires. Quand il l'a fait, ce fut pour théoriser la

montée de l'individualisme : si les instituteurs ne rejoignaient plus le SNI, ce ne pouvait être qu'en raison de leur repli sur la vie privée. Or, le mouvement, là encore, met les choses à leur place : en fait d'individualisme, il a donné une grande leçon d'action collective ; en fait de « repli », il a montré l'attachement des instituteurs à leur métier.

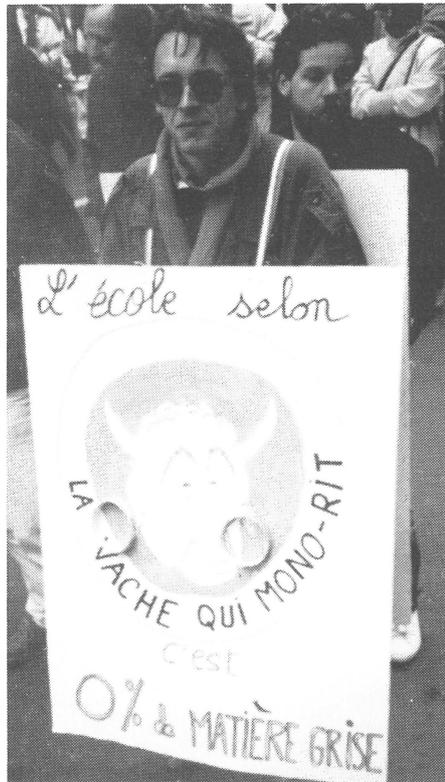
Le mouvement des instituteurs a révélé les transformations sociales du milieu. On a souligné le rôle des jeunes, issus de l'université, et proches de la génération « Touche pas à mon pote ». Dans son ensemble, le milieu a gardé la mémoire de la gauche au gouvernement et de la guerre scolaire. En particulier : un certain 24 juin 1984 à Paris a laissé un goût de revanche.

La place des femmes dans le mouvement a été moins commentée... Pourtant, sept instituteurs sur dix sont des femmes. Le mouvement fut d'abord le leur. Leur engagement massif témoigne du « changement des mentalités » à mettre à l'actif du mouvement féministe. En revanche, la place des femmes dans l'animation du mouvement montre qu'il reste beaucoup à faire pour qu'elles soient à égalité dans les faits avec leurs collègues masculins.

Bien que portée par des motivations multiples, la mobilisation a toujours privilégié la question des maîtres-directeurs. Ce fut le détonateur et le point de fixation.

D'un département à l'autre, les plates-formes différaient. Souvent, la suppression des postes suivait le statut de maître-directeur. Ici, c'était les salaires, là la formation des instituteurs. A Nantes, on rajoutait les « mis à disposition ». A Marseille, on adjoignait la protection sociale. Les problèmes locaux, les traditions syndicales départementales ont beaucoup influé sur les revendications retenues. Mais le refus du décret Monory apparaissait comme le point commun et unifiant nationalement la mobilisation. C'est le mouvement lui-même qui a hiérarchisé les revendications.

Pour beaucoup d'instituteurs combattifs, la plate-forme est synonyme de catalogue et rappelle trop les journées d'action inefficaces. « *Mieux vaut gagner sur un seul point, que perdre sur plusieurs* ». Ils expriment ainsi une volonté de gagner. Mais l'alternative est plus compliquée qu'ils ne la présentent. Dans beaucoup de départements, le maintien des postes est une exigence qui a stimulé la mobilisation. Dans les autres, le refus d'inscrire cette revendication partagée était une « précaution » vis-à-vis de manœuvres syndicales et non un refus de principe.



Dès lors que le choix est fait de moyens d'action efficaces, dès lors que le mouvement sait se centraliser sur la revendication qui l'unifie, son intérêt n'est pas de tronçonner ses revendications.

A supposer qu'une grève nationale reconductible ait eu lieu, et qu'elle ait obtenu le retrait du décret en peu de temps, la prolongation de la lutte sur les postes n'aurait-elle pas été posée ?

En fait, le débat sur la plate-forme a révélé une donnée forte de la conjoncture : on a besoin de victoire pour reprendre des forces, on part plus facilement sur des objectifs circonscrits qui paraissent à portée de lutte, on n'a pas le culot d'enclencher un mouvement (sur les salaires par exemple) dont la seule issue serait de s'étendre à d'autres catégories.

En revanche, l'expérience de ces luttes professionnelles reconstitue un potentiel de combativité, et rapproche ainsi l'avènement d'un mouvement d'ensemble.

● Le « tous ensemble », à nouveau

La lutte des instituteurs est restée limitée à leur profession. Elle n'a pas même débordé sur les autres secteurs de l'Education nationale. En règle générale, depuis décembre, les luttes n'ont pas eu une dynamique d'extension. Mais les protagonistes de ces luttes en font eux-mêmes le constat : « *On aurait dû se lancer en même temps que les étudiants ou les cheminots.* » Le bilan fait réfléchir. Plus encore : le chemin parcouru en quelques mois est considérable. Les travailleurs partent de très

bas. Les premières luttes de cet hiver sont comme un exercice d'entraînement : elles remettent en forme, sans épuiser les forces. Elles offrent une perspective nouvelle aux secteurs qui attendent.

Le secteur public est pour l'instant le premier concerné. Le chômage, les politiques patronales, et les échecs de gros bastions industriels maintiennent les travailleurs du privé sous pression. La remontée des luttes connaît des obstacles qu'elle ne rencontrait pas dans les années soixante et soixante-dix. En retour, l'expérience des travailleurs est sans commune mesure et la crise cumule ses effets insupportables.

Quelle qu'en soit la trajectoire, entrecoupée d'échéances électorales, le mouvement des luttes peut continuer sa courbe ascendante dans la perspective du mouvement d'ensemble.

Questions de stratégie

Il faut avoir vu le patient travail des assemblées générales, de lecture et d'analyse des textes ministériels par les instituteurs, pour comprendre l'importance de l'information. Ils souhaitent aller à la source et lire le décret dans sa version originale. On leur en a trop raconté, on a trop souvent noyé le poisson. Toujours cette exigence de « parler vrai » : il y a belle lurette qu'on sait que l'emphase et la langue de bois des appareils syndicaux ne sont nullement un gage de leur combativité...

Depuis le début de l'affaire des « maîtres-directeurs », le SNI a eu du retard à l'information. *L'Ecole libératrice* a attendu un mois et demi pour évoquer le projet de loi déposé en avril 1986 par le groupe RPR à l'Assemblée nationale. La direction nationale ne s'est résolue à lancer une pétition nationale que fin octobre, en catastrophe avant une commission paritaire. Et le mois de janvier a été bel et bien perdu par le SNI qui n'a informé ni du contenu des textes ni des échéances.

Le SNI a banalisé. Par routine d'appareil, trop replié pour comprendre le formidable ressort constitué par le décret Monory. Par crainte d'effaroucher les directeurs syndiqués au SNI ; le résultat est que le SNI perd sur tous les tableaux : d'un côté, il a déçu les instituteurs combattifs. De l'autre, il s'est trop compromis au goût des apprentis petits chefs. Par défaitisme : d'emblée, Barbarant expliquait que, même s'il était adopté, le texte du ministre « serait inapplicable ». Curieuse manière d'inviter à le combattre. En réalité, la direction du SNI ne voulait pas d'une

épreuve de force avec Monory, et pensait que celui-ci était en position suffisamment instable pour être contraint de faire des concessions négociées.

Partout où le travail d'information a été fait, où le décret a été diffusé et commenté, la réaction du milieu était immédiate. Or, sa sensibilisation s'est étalée sur un à deux mois, en partie du fait des décalages dans le travail d'information par les sections syndicales départementales. Ainsi, le SNI, qui possède par l'intermédiaire de UES-Média une part du capital du *Matin* et qui achète des spots publicitaires sur les radios ne sait pas faire à l'occasion une bonne information auprès de sa base quand le besoin s'en fait sentir.

● Du rôle de l'initiative...

La cinquantaine d'instituteurs parisiens partis en grève sans consigne syndicale se sentaient acculés : d'un côté, la menace pressante d'un décret, de l'autre, la passivité et le black-out syndical. En démarrant une grève reconductible, les instituteurs voulaient d'abord se donner les moyens de donner l'alerte dans les écoles, créer l'événement, faire boule de neige et forcer les syndicats à réagir. De ce point de vue, leur but a été atteint.

La sensibilisation provoquée par cette grève minoritaire a renforcé la mobilisation du milieu pour la grève nationale du 27 janvier à l'appel du SNI. En retour, le succès du 27 a stimulé de nouvelles grèves locales. Car cette grève de vingt-quatre heures fut l'occasion pour les instituteurs de renouer avec une habitude perdue : celle des assemblées de grévistes, où l'on débat des revendications et des moyens d'action.

Quand, deux jours plus tard, le 29 janvier, Chirac annonce la promulgation du décret, le milieu s'est déjà ressaisi. Les manifestations départementales du 4 février sont un franc succès et, à Paris, les coordinations assurent la moitié du cortège de 10 000 instits qui s'étire des Gobelins au ministère, sur un parcours emprunté peu de temps auparavant par les étudiants. Souvenir, souvenir...

La publication du décret au *Journal officiel* la veille des manifs, loin de décourager, au contraire, a fouetté les énergies. L'idée de l'épreuve de force est dans les têtes dès ce moment.

La proposition d'une manif nationale, avancée par la coordination nationale dès la déclaration de Chirac du 29, devient incontournable. Le 11 février, à Paris, 60 000 personnes défilent de l'Opéra à la place de la Nation. Un record difficilement battable.

Dans une lutte, il faut savoir « gé-

rer » le temps. C'est-à-dire qu'il faut savoir « prendre le temps » ou, au contraire, ne pas en perdre. Une semaine peut suffire pour préparer et réussir une grande manifestation nationale ; la preuve en a été faite. Mais d'un département à l'autre, l'étalement de la mobilisation a été très net. L'extension de « l'état de mobilisation » de Paris à la banlieue se fait vraiment à partir du 27 janvier. Pour la province, le 4 février est le vrai point de départ. Et, même après le 11 février, une série de départements restent en retrait. On les retrouvera plus actifs à la rentrée des vacances scolaires, alors que les premiers départements à se mobiliser ressentent une certaine usure. Chez les étudiants ou chez les cheminots, il y a eu grève générale par extension rapide à partir de quelques « foyers ». Chez les instituteurs, la désynchronisation des grèves départementales n'a jamais été surmontée.

La direction nationale du syndicat a laissé jouer le « différentiel » de mobilisation. Les plus déterminés arrivaient usés au moment où les retardataires se mettaient en mouvement. Ce qui, pour le SNI, revenait à s'appuyer sur les secteurs les moins mobilisés pour freiner les départements les plus en pointe.

● Du rôle des traditions...

Il peut paraître surprenant qu'on jauge la combativité des instituteurs au niveau d'un département : pourquoi pas au niveau d'un secteur ou d'une tranche d'âge ?... Car, il est vrai qu'au sein d'un même département, les disparités n'étaient pas négligeables. Cependant, la structuration départementale du SNI a imprimé au milieu des traditions « départementales » : non seulement parce qu'il y a des sections UID d'un département à l'autre, des sections UA et des sections EE.

Mais aussi, parce que la « gestion » conduite par la direction de section est très variable, même au sein d'une même tendance. Il en est ainsi notamment des sections UID. La section du Nord, par exemple, la plus importante numériquement dans le SNI, est aussi une des plus bureaucratiques. Les AG de secteur y sont pratiquement inconnues, et les AG départementales, si elles étaient sérieusement convoquées, devraient se tenir dans des salles d'une capacité d'accueil de plusieurs milliers de places. Autant dire que le SNI a avec le milieu des rapports de prestataire de services, depuis de longues années. Le mauvais pli de la délégation de pouvoir, l'absence de pratique syndicale de terrain finissent par effacer jusqu'à la mémoire du rôle des assemblées de personnels. Un tel handicap ne se surmonte pas en

un mois, même sous la pression des événements traversés récemment par le milieu.

Les instituteurs sont plus prompts à se mobiliser quand ils ont l'habitude des réunions de personnel. La centralisation de l'action est plus rapide et plus efficace quand elle peut s'appuyer sur un réseau de correspondants de secteurs actifs et écoutés.

Une fois de plus, au risque de lasser, le pouvoir n'a vu dans le mouvement des instits que l'œuvre malfaisante d'une poignée de manipulateurs. A part ceux-ci, tout va très bien...

Cette conception toute policière des événements sociaux ne mérite plus de commentaire : n'y croient que ceux qui ont besoin d'y croire. S'il fallait orienter l'enquête de l'inspecteur Pasqua, il faudrait lui conseiller de chercher le grand coupable du côté du ministère de l'Éducation nationale. C'est Monory qui a semé le vent. Mais il est vrai que des militants l'ont aidé à récolter la tempête. Que faut-il à une AG pour prendre une décision, le plus souvent ? Qu'une proposition soit formulée, qui agrée les participants et qui émane d'un collègue reconnu comme animateur syndical. A défaut, des AG, fussent-elles combattives et massives, peuvent se disperser sans avoir rien décidé. Le rôle des militants est tout simplement de mettre leur ancienneté et leur expérience à profit pour éviter qu'une combativité ne soit gaspillée. Ouvrir une perspective : tel est leur rôle, qui suppose qu'ils aient la confiance de leur milieu de travail.

Le temps des coordinations

On peut affirmer sans risque d'erreur que les coordinations ont été d'autant plus influentes qu'elles étaient impulsées par des militants plus nombreux et plus expérimentés. Le long travail d'opposition syndicale de l'École émancipée ainsi que celui des adhérents du SGEN-CFDT, et la formation acquise ainsi par des centaines de syndicalistes, ont trouvé un terrain d'expression privilégié dans le mouvement de masse.

En reconstituant département par département la naissance et le développement des coordinations, on retrouvera toujours à l'origine l'initiative d'une assemblée de secteur ou de département qui souhaite : 1. avoir les moyens de discuter, décider et contrôler des actions efficaces ; 2. rompre l'isolement, faire circuler l'information et coordonner l'action ; 3. associer des non-syndiqués et réaliser l'unité syndicale.

Il s'agit donc de structures correspondant à une situation de mobilisation intense, au cours de laquelle le niveau de participation aux débats et aux actions est élevé et dépasse largement les syndicalistes actifs. L'action englobe beaucoup plus de monde que l'audience syndicale traditionnelle et elle bouscule les habitudes de fonctionnement syndical, aussi démocratique soit-il. Les coordinations sont d'abord une solution pratique, fonctionnelle aux besoins de la lutte.

Elles sont ensuite l'expression de la souveraineté des AG de secteurs. En effet, quel est le pouvoir de décision d'une AG de secteur qui n'est reliée aux autres secteurs que par le canal syndical ? Une AG de secteur ne peut exercer sa souveraineté que si elle est représentée par ses délégués au niveau du département, si l'ensemble des secteurs sont coordonnés entre eux. Or, la plupart des sections SNI se « réservent » le niveau départemental : « discutez dans les secteurs, le SNI décide pour le débrayement ». Dans les sections bureaucratiques, cela autorise toutes les manœuvres d'appareil. Et là où les dirigeants sont combattifs, l'absence de coordination départementale est un frein à l'action : car une section syndicale sera toujours plus réticente à lancer une consigne d'action dure qu'une coordination représentant des AG mandatées sur des propositions précises.

Enfin, comme leur nom l'indique, les coordinations servent à centraliser l'action. C'est pourquoi la tenue de cinq coordinations nationales représentant jusqu'à quarante départements est un événement majeur. La structuration nationale des coordinations a stimulé leur extension à des départements non touchés. Elle a été un facteur permanent de pression sur le SNI et a été déterminante dans la décision du SNI d'appeler à une manif nationale le 11 février. C'est encore la crainte de l'initiative des coordinations qui a conduit le SNI à freiner des quatre fers au mois de mars ! En effet, la direction nationale du SNI a écarté l'idée d'une grève nationale au retour des congés, en partie à cause de la menace de reconduction de la grève que faisait peser la coordination nationale...

● La spirale vertueuse

Dans un sondage publié par *le Matin* du 11 février, 70 % des instituteurs interrogés affichaient leur sympathie pour les coordinations : mais il n'y a jamais eu 70 % de la profession organisée en coordinations. A quoi tient l'écart ? Au sentiment de la masse du milieu qu'elle a une dette de reconnais-



sance envers les secteurs moteurs qui ont forcé le SNI à en faire plus qu'il ne voulait. Toute la mobilisation s'est déroulée selon un scénario identique : initiative, relais syndical, réponse du milieu, apparition des coordinations, initiative, etc. Ce fut la spirale vertueuse permettant d'élever le niveau de la mobilisation.

Les secteurs moteurs de la mobilisation faisaient basculer l'ensemble de la profession dans la mesure où ils forçaient la main au SNI. Mais la consigne syndicale a toujours été déterminante : les instituteurs l'attendaient plus par volonté d'un mouvement d'ensemble que par confiance dans la direction du SNI. Les mêmes qui répondaient à un appel syndical à manifester venaient y grossir le cortège de leur coordinations.

Les caractéristiques propres au milieu interviennent ici : les 320 000 instituteurs sont dispersés entre plus de 70 000 écoles (en moyenne, de quatre à cinq instituteurs par école !). La dépendance du milieu à l'égard de l'appareil syndical est donc particulièrement forte. De plus, une grève d'instituteurs pose immédiatement le problème de l'accueil des enfants et des réactions des parents : raison de plus pour compter sur l'engagement du syndicat.

La surenchère entre les coordinations et le SNI s'est arrêtée quand le SNI n'a plus voulu répondre. A la rentrée des congés de février, la seule riposte possible et nécessaire à l'obstination du gouvernement était la grève générale de la profession. Le SNI avait même envisagé quarante-huit heures de grève, plus pour éponger la colère que pour gagner. Il a finalement reculé devant cette perspective. La coordination nationale s'est donc retrouvée confrontée à une situation contradictoire : d'un côté, une volonté maintenue par le milieu d'en découdre avec le

ministère, de l'autre, un lâchage syndical largement perçu comme tel. Malgré les vacances et malgré la décision du SNI, la représentativité de la coordination nationale s'était élargie.

Elle a pris la seule décision qu'elle pouvait prendre : appeler à la grève nationale (à partir du lundi 23 mars), en s'adressant solennellement aux syndicats pour qu'ils reprennent la consigne à leur compte. Dans la trentaine de départements touchés par l'action, environ 10 % du milieu en moyenne a fait grève. Le score, en lui-même, n'est pas négligeable et le SNI lui-même s'est bien gardé de s'en gausser. Minoritaire, la grève ne fut jamais minorisante pour ceux qui la firent. Ils ont au contraire démontré leur capacité à aller au bout de leurs responsabilités, y compris dans leur façon d'enregistrer la suspension de la grève après avoir constaté au cours d'une nouvelle coordination nationale qu'elle n'avait pas « pris ».

Les instituteurs combattifs qui n'ont pas fait grève ont tous justifié leur refus de la même façon : « On ne parviendra plus à pousser le SNI à s'engager, on aurait répondu à l'appel de la coordination nationale si elle pouvait obliger le SNI à suivre, mais sa volonté de blocage est trop forte maintenant pour qu'il change d'avis. » A partir de là, la spirale vertueuse se transformait en cercle vicieux.

● La « consultation » contre la mobilisation

Il serait abusif d'amalgamer les pratiques de toutes les sections SNI dirigées par UA. Elles ont différé non seulement selon l'état de la pression du milieu, mais aussi en fonction des équipes départementales. Certaines d'entre elles, minoritaires dans leur courant, n'étaient pas très éloignées de la démarche qui a guidé le développement des

coordinations. Mais l'orientation nationale de UA, clairement illustrée en région parisienne, fut tacticienne, principalement dictée par le souci de « tirer ses billes ». Car UA n'a cessé de s'abriter derrière deux paravents : celui de la direction nationale du SNI et celui de la base.

Assurément, la direction UID n'est pas un mince obstacle. Mais UA n'est pas non plus une petite tendance. Elle rassemble 30 % des voix, et dirige trente sections, dont cinq sur les huit que compte la région parisienne. Si UA avait fait preuve de la même détermination que les militants combattifs qui ont impulsé les coordinations, cela se serait vu... Or, UA a attendu la fin du mouvement pour organiser une manifestation nationale à Paris, le 1^{er} avril. Il s'agissait plus de se « démarquer » d'UID que d'être efficace. Même si des instituteurs et des coordinations se sont saisis de cette initiative pour réaffirmer leur colère.

Afin de ne pas prendre d'initiative de grève reconductible, les sections UA n'ont cessé d'invoquer la tiédeur de la base : « Il faut consulter les instituteurs », devenait un leitmotiv. Consultation sans proposition ferme de la direction départementale. Consultation parfois sans AG. Consultation à froid, dont le résultat était contenu dans la forme. Dès lors, la « démocratie » devenait l'alibi de directions départementales pressées de se décharger de leurs responsabilités. UA n'a donc jamais impulsé de coordinations. Selon les opportunités, elle les a dénoncées ou a composé avec elles à contrecœur. Minoritaire dans le SNI d'un côté, défavorable aux coordinations de l'autre, UA se trouve démunie. A la question « Qui coordonne ? », elle reste sans réponse. Sauf à promouvoir une « coordination des sections qui luttent », quand le mouvement est déjà retombé !

Conclusion

Une profession n'est pas disponible à tout instant pour des formes d'action les plus élevées. Dans les écoles, il y avait fort longtemps que la combativité ne s'était exprimée de la sorte. Sans doute pouvait-on se laisser surprendre de bonne foi par ce réveil, bien qu'il fut annoncé par les luttes des étudiants et des cheminots.

Mais la responsabilité de la direction du SNI est d'une autre nature. Car son orientation ne prépare pas les grandes mobilisations : elle cherche au contraire à les éviter. L'action collective dure et prolongée ne serait qu'un dernier recours, quand on y est acculé. Elle ne serait donc pas un moyen efficace,

mais un baroud d'honneur quand tout est déjà perdu. Or, seules les grandes luttes redonnent combativité et tonus. Même après leur suspension, elles laissent le souvenir de la force de la profession. Elles font craindre à la hiérarchie une reprise de la lutte. Elles donnent aux salariés un état d'esprit offensif.

L'approche de la direction du SNI ne prédispose pas les adhérents à la lutte. Elle se concrétise dans une pratique quotidienne méséducatrice. Le « tout-à-la-négociation », l'instillation du « réalisme » revendicatif, la transformation des revendications en dossiers d'experts, la substitution de l'appareil aux adhérents : tout cela ne prépare pas les instits à compter sur leurs propres forces.

L'alternative à cette pratique n'est pas, comme UID voudrait le faire croire, dans une vaine agitation permanentelle du « réalisme » revendicatif, la transformation des revendications en dossiers d'experts, la substitution de l'appareil aux adhérents : tout cela ne prépare pas les instits à compter sur leurs propres forces.

L'alternative à cette pratique n'est pas, comme UID voudrait le faire croire, dans une vaine agitation permanentelle du « réalisme » revendicatif, la transformation des revendications en dossiers d'experts, la substitution de l'appareil aux adhérents : tout cela ne prépare pas les instits à compter sur leurs propres forces.

L'alternative à cette pratique n'est pas, comme UID voudrait le faire croire, dans une vaine agitation permanentelle du « réalisme » revendicatif, la transformation des revendications en dossiers d'experts, la substitution de l'appareil aux adhérents : tout cela ne prépare pas les instits à compter sur leurs propres forces.

L'alternative à cette pratique n'est pas, comme UID voudrait le faire croire, dans une vaine agitation permanente qui lasse, ou dans la dramatisation de chaque attaque gouvernementale qui banalise. L'alternative est dans la mise en œuvre d'une pratique syndicale guidée par la volonté de ramener les adhérents à leurs responsabilités, dès lors que la direction syndicale a pris les siennes. Il ne s'agit pas seulement d'une préoccupation démocratique, mais aussi d'un choix stratégique : le syndicat doit servir à élever le niveau de mobilisation et de conscience des salariés. Il n'est pas là pour leur éviter d'intervenir, mais, au contraire, pour susciter leur intervention. De la « double besogne, quotidienne et d'avenir » assignée par la charte d'Amiens au syndicalisme, aucune ne doit être abandonnée. C'est dans la pratique quotidienne qu'on prépare l'avenir.

La Révolution française, révolution populaire



Entretien avec Florence GAUTHIER

LA paix sociale et l'unité nationale d'un Etat supposent le ciment de grands consensus mythiques. La Révolution française, réduite à l'acte de fondation de la République, l'épopée de la Marne et de Verdun, la Libération..., en font partie.

Ainsi a-t-on pu voir récemment, à propos du téléfilm sur l'Affiche rouge, Chaban-Delmas et le porte-parole du Parti communiste unir leurs efforts pour sauvegarder le symbole unificateur de la Résistance.

Inversement, il y a toutes les déchirures, les fractures, l'irréconciliable de la lutte de classes, celle de l'An II, des journées de Juin 48, de la Commune, qui appartiennent aux « enfers » de l'iconographie nationale.

Ainsi va l'histoire, qui est l'enjeu d'une bataille sans cesse reprise et recommencée de la mémoire rebelle des vaincus contre le souvenir officialisé des vainqueurs : façon de dire que ce qui est arrivé n'a pas force de loi, que le possible ne se réduit pas au fait accompli, et que le dernier mot n'est jamais dit.

Aujourd'hui, les mutations sont telles, sous les coups de masse de la crise internationale, devant l'ébranlement des systèmes politiques, et la redéfinition nécessaire des valeurs, que les consensus les mieux éprouvés et les plus tenaces sont mis en cause.

La droite, enhardie par d'éphémères succès électoraux, dopée par l'illusoire « miracle » reaganien, a cru pouvoir s'émanciper d'un héritage assumé à contrecœur, et effacer jusqu'aux traces des origines révolutionnaires de la bourgeoisie. Le temps serait venu pour elle d'en finir avec l'idée même de Révolution.

Dangereuse tentation ; du fétiche brisé risquent de resurgir les significations cachées, les conflits suspendus mais non réglés... Ainsi, la commémoration officielle de 1789 qui tendrait volontiers à enterrer la Révolution, ou plus simplement à la dissoudre dans l'avènement naturel du libéralisme économique, risque-t-elle de contribuer par contrecoup à en exhumer les enjeux et les possibilités occultées.

Pour contribuer à ce débat, nous nous sommes entretenus avec Florence Gauthier, professeur d'histoire à l'université de Jussieu (Paris VII). Florence Gauthier a publié, aux éditions Maspéro, *la Voie paysanne dans la Révolution*. Elle travaille actuellement sur plusieurs projets, individuellement ou dans le cadre d'équipes : *la Guerre du blé au XVIII^e siècle* ; *l'Histoire du libéralisme pendant la Révolution* (libéralisme politique et libéralisme économique) ; *Mably critique des physiocrates*.

Son approche polémique mais non dogmatique ouvre des pistes de réflexion, rappelle, s'il en est besoin, que la Révolution française n'est toujours pas un astre mort.

Daniel Bensaïd — *On s'apprête de toutes parts à célébrer le bicentenaire de la Révolution française. En même temps, dans le discours politique, on assiste à certaines tentatives de réactivation des références républicaines (cf. Chevènement), comme si après l'expérience de la Gauche au gouvernement, seul un retour sur des valeurs originelles pouvait combler le vide de projet dont semblent atteints aussi bien le*

Parti socialiste que le Parti communiste. Plus généralement encore, il semble que nous vivions une situation de transition où les grands mythes consensuels, celui fondateur de la Révolution française et de la République, comme celui de la Résistance et de la Libération, sont ébranlés et redevennent l'enjeu d'une âpre bataille d'interprétation. Quels sont à tes yeux les grands enjeux de ces bouillonnements ?

Florence Gauthier — Le bicentenaire de la Révolution se présente aujourd'hui dans la plus grande confusion. On voit resurgir les vieux démons : celui d'une vision dépolitisée de la Révolution, disons une version « III^e République ». Par exemple dans *Penser la révolution*¹, François Furet affirme que « *la révolution est terminée* », parce que la III^e République l'aurait réalisée. Une version plus récente de la révolution comme matrice du totalitarisme, de préférence stalinien, débouche actuellement sur la thèse du « génocide » vendéen, version accompagnée d'ailleurs d'une petite offensive royaliste ! Les problèmes les plus intéressants et les enjeux de la Révolution sont ainsi occultés.

Ils m'apparaissent être les suivants : tout d'abord, de 1789 à 1795, la Révolution a été la première révolution des droits de l'homme, et ça, c'est pourtant quelque chose d'inoubliable (comme le pensait déjà Kant dans *le Conflit des facultés*²).

Ensuite, la période révolutionnaire a vu naître une tradition libérale, révolutionnaire et populaire, qui depuis plus d'un siècle a été curieusement contournée. Lorsque le mouvement populaire s'est emparé des droits de l'homme, une théorie libérale du droit naturel s'est développée et construite contre le libéralisme économique. Or, on entend à nouveau aujourd'hui par libéralisme le libéralisme économique, comme s'il n'avait existé dans l'histoire que cette seule tradition.

Et puis encore, la question de la démocratie contre l'Etat, non seulement comme théorie, mais comme pratique : une démocratie contre l'Etat, contre le droit de propriété illimité, contre la conquête, et refusant le nationalisme.

◆ *Au-delà de l'image autoritaire de la « dictature Jacobine », ou du grand consensus « républicain » établi a posteriori sur les cendres refroidies de la Révolution, il y aurait donc à l'origine un élan démocratique révolutionnaire, radical, qui contredit les interprétations simplifiées de la Révolution ?*

F. G. — C'est la question de la démocratie qui est repensée au XVIII^e siècle. Des concepts nouveaux apparaissent dans le feu de l'événement. Or, la Révolution française, comme révolution des droits de l'homme et des droits démocratiques, est aujourd'hui occultée.

Il faut d'ailleurs souligner que l'escamotage de ce grand mouvement démocratique est davantage le fait des historiens que des philosophes (comme Ernst Bloch, Ernst Cassirer, Bernard Groethuysen), plus attentifs à la place

du mouvement populaire et à la dimension politique de cette histoire.

Aujourd'hui, on assigne volontiers, et une fois pour toutes, à la Révolution française une « nature » de « révolution bourgeoise ». Pourtant, le mouvement populaire est très fort, notamment à la campagne, même si les grands historiens des années cinquante et soixante ont davantage travaillé sur la sans-culotterie parisienne. La Révolution reste principalement une grande révolution paysanne, avec pas moins de cinq jacqueries de 1789 à 1792 et un bouillonnement continu au moins jusqu'en 1795.



La révolte paysanne fut constante de 1789 à 1792.

Cette version normative de la révolution bourgeoise, défendue par des « marxistes » comme G. Lefebvre ou A. Soboul, conduit à minimiser la place du mouvement qui s'achève par une défaite en 1794-1795. Cette défaite est aussi celle de la philosophie du droit naturel qui constituait la référence commune pour toute la période 1789-1795. Défaite des « Lumières » donc, qui accompagne la défaite du mouvement populaire. C'est la Constitution de 1795 qui rompt avec cette tradition : dès lors, il n'y eut plus en France de Déclaration des droits de l'homme se référant à la théorie du droit naturel. Il s'est donc passé quelque chose de grave pour qu'on ait eu aussi peur des droits de l'homme en 1795.

◆ *Comment situer cet enjeu des droits de l'homme dans la Révolution, par rapport aux interprétations qui font de la Révolution française non seulement une « révolution bourgeoise », mais encore le « modèle classique » de la révolution bourgeoise ?*

F. G. — Cette interprétation fait autorité comme interprétation « marxiste ». Elle consiste à imposer l'idée (que je ne trouve pas chez Marx) d'une certaine problématique, somme toute « économiste », de la Révolution française. Chez Marx, la vision des conflits de classes, de ce qu'il appelle « *La révolution politique qui dépasse la vie bourgeoise* », est beaucoup plus complexe. Il parle de « *lutte de classes triangulaires* », et pas seulement de l'affrontement aristocratie/bourgeoisie.

Cette approche disparaît complètement dans l'interprétation dite marxiste. G. Lefebvre par exemple a analysé le mouvement paysan comme autonome, anticapitaliste, mais rétrograde. Or, on peut s'étonner de voir une analyse « de gauche » traiter en ces termes une tradition radicale et antérieure à l'industrialisation, qui refuse obstinément le processus d'expropriation : l'accumulation primitive du capital, quoi !

A. Soboul a poursuivi dans cette voie à propos de la sans-culotterie parisienne. Or, il existe dans la période de la Révolution une décentralisation démocratique extraordinaire, avec la délégation aux communes de pouvoirs importants (comme la police, qui est communale et formée par des citoyens qui élisent leur commissaire de police). Tous les fonctionnaires publics sont élus. Soboul se trouve confronté à ce mouvement, il l'interprète à la façon de G. Lefebvre en jugeant le programme économique « rétrograde » parce qu'anticapitaliste, mais estime sa pratique politique « révolutionnaire ». C'est un jugement typiquement « économiste », et qui ne tient pas.

Il existe une vaste revendication populaire, égalitaire, à la campagne et à la ville, porteuse d'un programme alternatif au développement du capitalisme, fondé sur le refus des formes d'exploitation, anciennes ou nouvelles, mais surtout du processus d'expropriation des petits producteurs. Il s'agit d'un projet de développement économique et social nouveau, jamais analysé de façon cohérente par les historiens, qui ne parviennent pas à le caractériser à cause de leur schéma déterministe de développement. Ce mouvement est ainsi affublé du qualificatif de « petit-bourgeois », et ce « petit-bourgeois » appartiendrait au bout du compte à la catégorie « bourgeoise ».

Ainsi, du fait de la politique de liberté économique et de la formation du marché de gros privé des grains, le mouvement populaire est confronté à la hausse des prix, et il commence à faire la critique de ce système économique fondé sur le marché de gros privé. On ne se contente pas d'en demander la



réglementation. On en arrive à réclamer la fixation d'un « maximum » à la propriété sous toutes ses formes, l'organisation de greniers populaires, la suppression des intermédiaires, un maximum des prix des denrées de première nécessité (non seulement de subsistances, mais aussi des matières premières)... Bref, il s'agit d'un vaste programme de réforme agraire et de restructuration des échanges, qui commence à être mis en pratique à partir de l'été 1793. Le terme de « maximum » répond au droit de propriété illimité des biens matériels.

◆ *Tu mets donc en question une interprétation normative et déterministe qui fait de la Révolution française une révolution bourgeoise. Daniel Guérin n'a-t-il pas de son côté péché par exagération, en faisant du mouvement urbain populaire l'ébauche d'un mouvement prolétarien, et de la révolution elle-même, une ébauche de révolution socialiste ? Car si l'histoire n'est pas prédéterminée, mais ouverte, et si les exigences du mouvement populaire ne se coulent pas sans résistance et conflits dans le cadre naissant de l'Etat bourgeois moderne, des aspirations, mélange de ce qui disparaît et de ce qui n'est pas encore, n'étaient-elles pas condamnées ?*

F. G. — Il faut d'abord reconnaître ce mouvement populaire qui existe, qui a une pratique, un projet alternatif. Était-il possible que ce mouvement l'emporte ? Du Moyen Âge au xx^e siècle, l'Europe et le monde ont connu des mouvements analogues. Toute l'histoire de « l'accumulation primitive » est jalonnée de tentatives de résistance. Dire que ces mouvements sont rétrogrades

est insuffisant. Il faut d'abord les reconnaître et étudier leurs potentialités. Quant aux possibilités, pour ces alternatives égalitaires de l'emporter, c'est un autre problème.

Il serait stupide de donner à ce sujet des réponses catégoriques. Mais il est certain qu'à l'époque de la Révolution française, il y a un mouvement populaire fort, qui a théorisé un projet de société et qui a commencé à l'appliquer. Ce projet a rencontré de grandes difficultés et a finalement échoué, mais il mériterait d'être comparé à certaines expériences de pays du tiers monde au xx^e siècle.

◆ *Il est certain qu'il y a là un gisement de questions à explorer et de recherches. Ainsi a-t-on pu parler de la révolution mexicaine non comme d'une révolution vaincue, mais comme d'une « révolution interrompue »³. De même nous sommes loin d'avoir épuisé les discussions sur la dynamique et les développements de la révolution algérienne dans la lutte de libération, sous Ben Bella et sous Boumediène. Il y a cependant une différence de taille entre le contexte de la Révolution française, et celui de ces révolutions et guerres de libération : c'est l'impérialisme et la combinaison du « développement inégal ». Ainsi, quand Marx envisage dans les fameuses lettres à Vera Zassoulitch la possibilité d'un développement capitaliste pour la Russie, il le fait constamment en rapport avec l'essor du capitalisme en Europe occidentale et avec les développements de la division internationale du travail. Comment d'après toi aborde-t-il le problème dans le cas spécifique de la Révolution française ?*

F. G. — Marx n'a pas écrit une « histoire » de la Révolution française. Quand il en parle, c'est surtout en incidente, à propos d'autres sujets, et c'est plutôt sous forme d'énigme ou des questionnements qu'il avance.

Ainsi, dès 1843, dans *la Question juive*, il pose le problème de l'intervention du mouvement populaire dans la Révolution française en termes d'énigmes. Si ce mouvement a échoué, estime-t-il à cette date, c'est que sa théorie était en contradiction avec sa pratique.... Quelques années plus tard, dans *l'Idéologie allemande*, il reprend cette question : pourquoi le mouvement révolutionnaire a-t-il échoué ? Il donne une autre réponse : le mouvement a dépassé dans sa pratique comme dans sa théorie la domination bourgeoise. Il caractérise alors Robespierre et Saint-Just comme « *représentants authentiques* » des forces révolutionnaires, de la « *seule classe authentiquement révolu-*

tionnaire : la masse innombrable..., le prolétariat⁴. »

Pourquoi ce mouvement n'a-t-il pas pu se maintenir, se demande-t-il encore ? Parce que la volonté ne suffit pas. Il faut aussi construire les conditions matérielles d'une nouvelle société pour que le renversement de la domination bourgeoise soit définitif, estime-t-il.

Les « marxistes » du xx^e siècle, eux, ne se posent plus ces questions, puisqu'ils vivent sur l'idée que la bourgeoisie a toujours dominé le mouvement révolutionnaire. Un siècle après ce que Marx a entrevu, les historiens de la Révolution ne l'ont pratiquement pas encore abordé.

◆ *En interprétant la Révolution unilatéralement comme bourgeoise, comme mise en correspondance du politique et de l'économique, donc comme une sorte de nécessité où le fait accompli a valeur de loi, où ce qui est arrivé ne pouvait pas ne pas arriver, où les vainqueurs sont bien à leur place dans le cortège triomphal, ne contribue-t-on pas à forger un consensus rétroactif autour de la République, qui masque les conflits d'aujourd'hui en effaçant les traces de ceux d'hier ?*

F. G. — Le consensus que je vois c'est le refus d'aborder et d'affronter la question de la démocratie entre 1792 et 1794. Quand on parle de république, cela permet de mettre sur le même plan la Convention (et ses trois phases...), le Directoire, toutes les républiques ultérieures. A mon avis, on masque ainsi la rupture centrale avec les droits de l'homme et du citoyen.

La Révolution a connu deux déclarations des droits de l'homme et du citoyen. Celle de 1789, qui a accouché d'une Constitution monarchique et censitaire. Celle-ci a été renversée après la révolution du 10 août 1792 qui a fondé la République et donné une deuxième Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1793. La république de 1792-1794 était celle des « *droits naturels de l'homme et du citoyen* ». La première est la seule ! Cela mérite d'être interrogé.

Autre obscurcissement, l'abus des analogies, qui font lire le Jacobinisme à travers le prisme du parti unique de type stalinien (voir les études enflammées sur le parallèle entre les Jacobins et le Parti communiste des années trente...).

Tout ceci permet d'évacuer le problème crucial de la théorie politique de la révolution, et de cette démocratie sociale et politique des droits de l'homme. C'est grave, parce qu'on finit par oublier que les sections des communes révolutionnaires ne fonctionnent

pas du tout selon les normes du xx^e siècle.

Il y a aussi une projection terrifiante de la question de la dictature. On lit partout aujourd'hui que la Convention montagnarde était une dictature. C'est une confusion majeure. La conception de la liberté, selon le droit naturel, c'est qu'on est libre lorsqu'on n'est soumis au pouvoir d'aucun homme, et qu'on ne soumet aucun homme à son pouvoir. Vaste programme, et qui fut précisé par le mouvement populaire, lorsqu'il s'est emparé des droits de l'homme ! Et on est libre en société, lorsqu'on obéit à des lois, à l'élaboration desquelles on a participé. On est alors citoyen. Tels étaient les droits naturels de l'homme : liberté, égalité, citoyenneté, droit à l'existence...

Ce libéralisme révolutionnaire et de droit naturel, en affirmant le droit à l'existence, s'oppose au libéralisme économique, qui subordonne la liberté au droit de propriété des biens matériels. Deux conceptions de la liberté s'affrontent donc dans la période 1792-1794 : le droit à l'existence est en contradiction avec le droit de propriété illimité des biens matériels. Les formes de concentration de la propriété et la spéculation sur les denrées de première nécessité sont effectivement « *humancides* ». La conception populaire de la liberté et du droit à la vie met en lumière le despotisme du pouvoir économique et le caractère pseudo libéral de la liberté économique, s'accompagnant de la loi martiale décrétée le 21 octobre 1789 et abolie le 23 juin 1793 !

◆ *Tu t'inscris donc en faux contre l'imagerie qui fait du régime Jacobin le modèle ou le creuset du spectre « totalitaire »...*

F. G. — Il est bien évident que toute loi est contraignante par nature. Si c'est cela qu'on appelle « dictature », il faut bien admettre qu'il y a confusion dans les termes entre loi et dictature.

En réalité, même sous la Convention montagnarde, les Jacobins sont restés minoritaires, comme dans les comités de Salut public et de Sûreté générale, et jamais ils n'ont créé d'institutions dictatoriales. Le comité de Salut public est formé de députés élus et réélus tous les mois par la Convention et responsable devant elle.

Le plus curieux, c'est que tout le monde est persuadé qu'il a existé des institutions dictatoriales et un parti unique, Jacobin, au pouvoir. Un exemple classique de confusion : on dit et répète que les représentants en mission préfiguraient les préfets de Napoléon ! Or, un représentant en mission est un député élu, et envoyé en mission, et

responsable de sa mission devant le pouvoir législatif. Comment peut-on le confondre avec un préfet appartenant à l'exécutif, nommé par Napoléon, et responsable devant Napoléon... ?

◆ *Liée à la théorie du droit naturel, n'y a-t-il pas une idée du politique, comme rapport de la société et de l'Etat, avec laquelle nous avons perdu contact, du fait précisément de la grande fracture que le capitalisme consolide à tous les niveaux ?*

F. G. — Une problématique intéressante se trouve passée sous silence. Le xx^e siècle exprime une difficulté à faire une histoire politique de la Révolution française. J'ai rappelé tout à l'heure le concept central de citoyenneté qui est, soulignons-le, lié au droit naturel, et non pas à la nationalité.

C'est déjà très important pour démentir l'idée selon laquelle la théorie des droits de l'homme et du citoyen portait en elle la théorie de l'Etat-Nation. Celle-ci ne triomphe au contraire que sur la base de la rupture avec la théorie du droit naturel. Ainsi est-il faux de dire que 1795 renoue avec les principes de 1789, après la parenthèse de la terreur Jacobine, puisque 1795 abandonne la philosophie du droit naturel et la liberté.

La théorie du droit naturel exprimait une telle méfiance de l'exercice des pouvoirs gouvernementaux qu'elle est arrivée à théoriser « l'interdit de l'Etat », à refuser la formation d'un appareil d'Etat séparé. C'est particulièrement flagrant en 1792-1794, lorsque le mouvement révolutionnaire résiste à la formation d'un appareil d'Etat, et se bat contre les Girondins, qualifiés précisément « d'hommes d'Etat » pour s'en être pris aux institutions démocratiques communales et avoir cherché à imposer un pouvoir ministériel fort ainsi que des appareils répressifs étatiques.

Dans la philosophie de la Révolution, le pouvoir législatif est partagé entre les citoyens dans leurs assemblées de section (qui délibèrent, élisent les fonctionnaires publics, les commis du peuple), et ses mandataires élus, qui se réunissent à l'Assemblée et sont responsables devant leur électeurs. Cette pratique du « rappel des mandataires infidèles », qui ont trahi le mandat du peuple fonctionne effectivement comme le montre la révolution des 31 mai-2 juin 1793.

Le pouvoir est donc partagé entre les assemblées de section et l'Assemblée législative. De même le pouvoir exécutif est partagé entre les citoyens et le pouvoir exécutif proprement dit. Ainsi, il n'y a pas de police d'Etat de 1792 à mai 1795. Ce n'est qu'après l'insurrec-

tion de prairial, an III, lorsque les sans-culottes battus sont désarmés, qu'apparaît une police d'Etat. Dans la période démocratique, l'application des lois se faisait au niveau de la commune et les citoyens éalisaient les juges de paix.

Cette philosophie du droit naturel exprimait son « refus de l'Etat » par le terme de civilité de la société et du gouvernement. Cette théorie et sa pratique refusaient la séparation entre la société et le gouvernement au profit d'un partage de l'exercice des pouvoirs gouvernementaux entre la société et l'Assemblée législative.

Nous avons là une idée de la démocratie qui ne réduit pas la société civile à un contrepoids face à l'Etat. Théorisée par le mouvement populaire, dont les sans-culottes parisiens, Saint-Just, Billaud, Robespierre, etc., cette conception de la démocratie qui refuse l'Etat n'est guère perçue par les historiens de la Révolution française. En revanche, elle a été repérée par Marx dans ses notes de travail sur *Société bourgeoise et Révolution communiste* (projet de la Convention). La dernière partie pose ce problème : « 9 : Le droit de vote, la lutte pour la suppression de l'Etat et de la société bourgeoise⁵. » Lui a donc bien repéré ce problème central devant lequel les historiens de la Révolution française restent myopes.

◆ *Pour toi, il n'y a donc pas un lien de continuité entre 1789 et 1795, seulement interrompu par une parenthèse qui serait celle du régime Jacobin, mais une rupture plus fondamentale, avec Thermidor, à partir de laquelle s'affirme une notion bourgeoise de la Nation et de l'Etat. Pourquoi donc la Constitution de 1795 devait-elle répudier la théorie politique qui fut, selon toi, celle de la révolution populaire ?*

F. G. — Pourquoi la Constitution de 1795 a-t-elle répudié la théorie politique de la Révolution française, théorie des droits de l'homme ? Vaste question !

Cette conception de la démocratie sans appareil d'Etat refuse aussi la guerre de conquête. C'est une des raisons de la chute des robespierristes. Les droits naturels bornent l'intercivilité et interdisent les empiètements de souveraineté d'un peuple sur l'autre. Les Girondins comme les thermidoriens, pour un tas de raisons, sont favorables au contraire à l'entreprise conquérante.

On comprend donc mieux la nécessité d'en finir avec la souveraineté populaire et le droit naturel attaché à l'être humain.

Dans les débats, il y a des glissements permanents entre la souveraineté populaire et la souveraineté nationale.



La dimension cléricale de l'insurrection vendéenne.

Ainsi, quand Danton défend les frontières naturelles et l'intérêt national, en 1792-1793. Ainsi encore, chez Carnot, qui refuse que l'exercice de la souveraineté soit borné par le droit naturel des autres peuples. Il y a là glissement vers la « Nation », qui n'est plus le peuple de 1789, mais qui commence à se référer à un territoire à un appareil d'Etat.

Dans son livre sur l'impérialisme, Hannah Arendt interprète la Révolution française comme révolution des droits de l'homme. Mais elle n'y voit qu'une conception idéaliste de la politique : dans la pratique, ces droits seraient devenus, selon elle, non pas la réalisation de l'universel, mais de l'intérêt national, qui aurait transformé la théorie du droit naturel en théorie de l'intérêt national. Ce qu'Hannah Arendt néglige, c'est, avec la défaite du mouvement populaire de 1794-1795, la répudiation de la théorie politique des droits naturels de l'homme. La Constitution de 1795, c'est l'émergence d'une nouvelle théorie politique, celle de l'Etat-Nation moderne, fruit de l'échec de la révolution des droits de l'homme. Ce qui n'est pas du tout la même chose...

◆ *Le bicentenaire serait donc l'occasion d'un réexamen critique et l'enjeu d'une bataille d'idées qui est loin d'être close. Comment situer Marx dans cette bataille ?*

F. G. — Il faut être sérieux. Il y a des problèmes à étudier et à approfondir. Mais quand je lis le dernier livre de Furet sur *Marx et la Révolution française*⁶, dont l'introduction présente une interprétation de Marx bien bouclée, faisant système, je reste perplexe. Furet parvient à faire dire à Marx ce que précisément il ne dit pas. Il en fait « un marxiste ». Il arrive ainsi à lui faire dire que la Révolution française n'a été qu'une révolution bourgeoise. Point. Car s'il s'agit d'une révolution bourgeoise, d'une simple mise en adéquation de la superstructure et de l'infrastructure, pourquoi cette suite de conflits, pourquoi ne s'est-elle pas tranquillement arrêtée en 1789 ?

Or, Marx ne dit pas cela, et ne cesse d'en parler comme d'une « énigme ».

Propos recueillis
par Daniel Bensaïd

1. F. Furet, *Penser la révolution*, Paris 1986, collection Folio-Histoire.

2. E. Kant, *le Conflit des facultés*.

3. A. Gilly, *La Révolution interrompue*.

4. *Idéologie allemande*, Editions sociales, Paris 1968, p. 204, et Marx et Engels *Sur la Révolution française*, Editions sociales, Paris 1985, p. 80

5. Cf. *Idéologie allemande*, Editions sociales, p. 601.

6. F. Furet, *Marx et la Révolution française*, Paris 1986, éditions Flammarion.

Génération, générations...

Gérard FILOCHE

LA série de livres sur le mouvement de la jeunesse de décembre 1986 a commencé. C'est très normal après un si grand événement.

Qui dirige ?... Personne, on s'en charge nous-mêmes¹.

C'est le titre de la première parution, le 2 janvier 1987, signée Daniel Gluckstein. Il commence par la formule « *Mai 68 c'est vieux, décembre 86 c'est mieux ; pour être reprise par des milliers de poitrines, il fallait qu'il s'agît d'autre chose que d'une rime improvisée.* » Il affirme que c'était prévisible dès le 16 mars 1986 parce que le phénomène abstentionniste ouvrier n'était pas synonyme de passivité.

Considérant 1981 comme « *un produit différé au plan électoral du 1968* », il juge que, en décembre 1986, après « *la trahison du mandat* » de 1981 par le PS et le PCF, la classe ouvrière a été sur le point d'opérer sa jonction avec les étudiants et les lycéens. La conclusion de Gluckstein est : « *Le surgissement de la grève générale est devant nous.* »

L'analyse du projet Devaquet et surtout l'historique des débats parlementaires sont intéressants, et puis on vient, page 141, à la question qui semble la préoccupation principale de l'auteur : « *Où donc était le PCI ?* » (Le titre ne mentionne pas le MPPT.) « *Les militants du PCI n'ont à aucun moment cherché à se mettre en avant* », assure, modeste, Gluckstein pour mieux mettre en valeur son jugement : le mouvement a été entièrement spontané. Et, « *tout au long de la grève générale, FER et PCI s'abstiendront d'éditer leurs propres tracts dans les facultés et les lycées* » (sic !) Selon lui, « *les dirigeants* » représentant « *le mouvement étaient*

nettement plus à droite que lui » (Gluckstein critique sévèrement l'UNEF-ID, Convergences socialistes de J.-C. Cambadélis et Questions socialistes de J. Dray et I. Thomas).

Et les militants FER et PCI ? « *Savoir attendre : telle est leur ligne de conduite* » (page 158). Un peu plus loin, D. G., quand même, informe ses lecteurs que les membres du bureau de la coordination étudiante étaient à l'UNEF-ID, au PS, à la LCR... « *Des militants du PCI ? Bien sûr, il n'y en avait pas* » ! (page 244). Le livre se termine sur les minutes d'une réunion où D. G. défend assez bien Trotsky et le trotskysme mais où il use d'une malhonnêteté (une double citation confuse de *l'Humanité* et de *la Tribune de l'économie*) pour s'attaquer à Lutte ouvrière et à la LCR.

Quel est le but du livre ? Truquer la vérité et faire croire que puisque le PCI et la FER n'ont pas dirigé... personne n'a rien dirigé !

Coup de jeune²

Ce n'est pas le cas du livre, bien écrit, de Laurent Joffrin. Celui-ci explore les origines du mouvement et n'y voit pas que de la simple spontanéité : « *Début novembre, bien avant le moindre commencement de grève, Harlem Désir et Julien Dray, les deux principaux animateurs de SOS-Racisme, rencontrent un journaliste de Libération. Le projet Devaquet, disent-ils, ne passera pas comme une lettre à la poste. Il va y avoir une résistance. Et, devant le scepticisme de leur interlocuteur, les deux compères décrivent par le menu l'atmosphère de certaines facultés, l'ambiance de certains lycées, qui annonçaient déjà, à l'insu de toute la presse et des autorités, ce que pouvait réaliser la nouvelle génération. C'est un fait : SOS-Racisme est, avant novembre 1986, la seule force politique importante à avoir compris puis mobilisé*



La nouvelle génération.

la génération morale.» (page 13.) Le problème est que Joffrin explique un peu tout cela par le miracle des paroles des chansons du « Top 50 ». Pour lui, ce sont les enfants d'E. T. et de Mitterrand, d'Harlem Désir, des fanzines de BD, de NRJ, de Bob Geldorf qui se sont heurtés à Pasqua, à Chirac et au libéralisme. « Le gouvernement s'avisait de trier entre Mohammed et Christophe : de demander à l'un s'il est bien Français alors qu'il l'est comme l'autre, qu'ils parlent tous les deux en verlan, chahutent les mêmes profs, regardent les mêmes émissions, passent ensemble les mêmes soirées. » De ce fait, « le libéralisme a pris un coup de vieux ». « Les libéraux au pouvoir sont des libéraux en képi. » Vingt ans après, c'est l'héritage des soixante-huitards : « Comme naguère les nordistes et les sudistes, ils gagnent aujourd'hui parce qu'ils sont les plus nombreux » (les « enfants de Lennon et de Lénine »). Au cours d'une assemblée générale du mouvement, note Joffrin, on a entendu prononcer « Mai 68 » cinquante-deux fois en trois heures de discussion. Le « témoin » a été transmis d'une génération à l'autre... Cette génération est « démocrate », « morale » et elle redonne des « valeurs » à la gauche qui avait perdu les siennes : « Hosannah ! Le seigneur, Tonton et Saint-Harlem en soient remerciés. Sans qu'ils bougent le petit doigt, voilà les socialistes remis en selle, rhabillés de pied en cap et la citrouille intellectuelle plutôt flétrie qui leur servait de programme changée en carosse doc-

trinal d'un coup de baguette étudiante et magique. » Pour L. J., auteur de *La gauche en voie de disparition*, c'est « le retour du social ».

SOS génération ³

Vient ensuite *SOS génération* de Julien Dray. Tout commence à Villeteuse. Et le rôle des « potes », Isabelle Thomas, Thaïma Samman, est largement mis en relief, jour après jour, dans le mouvement. C'est vivant et informatif sur les discussions, les embarras, le « flair » des dirigeants de SOS-Racisme. La photo de *Paris-Match* qui fera perdre quelques voix à « Isabelle-la-coqueluche » ? « On me permettra de penser que si un mec avait été photographié dans une attitude équivalente, il n'aurait pas déclenché les mêmes réactions haineuses. Ici intervient l'inavoué, elle est une dirigeante du mouvement qui s'affirme en tant que femme... » Julien Dray décrit ce qui s'est passé, « vécu de l'intérieur », et c'est un avantage sur les deux précédents livres ; c'est fait sans sectarisme, avec une masse d'anecdotes (même si elles sont d'inégal intérêt). C'est moins bon lorsque Julien Dray retrace son itinéraire, du lycée de Noisy-le-Sec, de la loi Debré (l'immense mobilisation de 1973) à la faculté de Villeteuse. Les faits sont traités à la légère, notamment en ce qui concerne l'histoire de la LCR et de l'UNEF. Heureusement qu'il y a le chapitre bilan de SOS-Racisme : « SOS est indépendant. Totalement.

L'adhésion n'implique qu'une chose : l'antiracisme. Sa charte. Y vient qui y veut. Aucune carte n'est demandée à personne. » En conclusion, Dray analyse la « génération sociale » de 1986, née en 1968. Il dégage 1968 de l'image gauchiste et décrit la « génération de l'école publique », « les enfants de la pilule et de l'ordinateur », les « enfants de Renaud, de Coluche, de Goldmann, de Bedos », les filles à la première place (« là où des femmes s'imposent et animent, d'autres femmes se lèvent »), la génération « Sécurité sociale » et la « génération démocratique ». Pour conclure sur le « rêve » des potes, l'unité et la démocratie, pour « militer heureux » et finir... « comme une véritable grande force tranquille ».

De son passé, Julien Dray dit : « J'ai couru, couru du lycée à la fac, avec la LCR, la Quatrième Internationale (...) pour me retrouver dehors et j'ai choisi de rejoindre le Parti socialiste ; (...) je ne renie rien de ce parcours échevelé. » Ce qui manque dans ce livre effectivement échevelé, c'est, pour le moins, une vision politique globale : à courir le marathon, on épuise ses forces en vain, même si, tout au long du parcours, le public applaudit. *Quid du PS ? Quid de l'avenir ?* Pour les « potes », pour la « génération socialisée », l'avenir c'est important, non ?

Gérard Filoche

1. Ed. Sélis, 256 pages, 70 F.
2. Ed. Arléa, 176 pages, 65 F.
3. Ed. Ramsay, 176 pages, 65 F.

De la colonisation à la libération

A propos de l'article de Michel Lequenne consacré au film *Mission*

Czeslaw WILKO

MICHEL LEQUENNE est un homme courageux. Il n'hésite jamais à se lancer dans l'exploration de domaines historiques ou théoriques peu fréquentés par les marxistes d'Europe occidentale. L'article qu'il a consacré à « L'autre colonisation ¹ » est ainsi plus une introduction au débat qu'un compte rendu de film. Ces lignes se proposent moins d'engager une polémique que d'apporter des éléments complémentaires au sujet abordé — que ce soit par l'article, mais aussi par le film *Mission* lui-même.

Les missions jésuites n'étaient pas utopiques

« Si cette colonisation n'était pas idéale — et ne pouvait l'être par définition —, l'on n'y tuait pas et un avenir original des peuples autochtones aurait pu naître de ce communisme primitif, paternaliste, moraliste et bureaucratique », écrit Michel Lequenne. Mais la république jésuite ne doit pas seulement être comparée aux tueurs esclavagistes de Sao Paulo. Il convient de s'attarder sur la condition des Indiens avant l'arrivée des Européens, d'une part, et sur la nature réelle de l'Etat jésuite, de l'autre. Ce qui revient à populariser les idées exprimées par Paul Lafargue dans son pamphlet intitulé *Der jesuiten Staat in Paraguay* (l'Etat jésuite au Paraguay) paru dans le livre de Karl Kautsky, *Vorläufer des Sozialismus* (Précurseurs du socialisme), en 1921 ².

« A l'époque de sa conquête par Alvaro Nunez en 1536, le Paraguay était habité par plusieurs tribus sauvages qui se différenciaient essentiellement par la langue. Le peuple des Guaranis, de loin le plus important d'entre elles, occupait un territoire très étendu qui allait de la Guyane au nord jusqu'à l'embouchure du Rio de la Plata au sud, limité par l'océan Atlantique à l'est et les Andes à l'ouest. Les Guaranis ont peuplé le Brésil et de nombreuses autres nations habitaient parmi eux. Azara remarque que "l'on pouvait visiter tout le Brésil, venir au Paraguay, aller à Buenos Aires puis remonter au Pérou sans avoir besoin de changer de langue ²". » Les mœurs de ces Indiens étaient paisibles, l'agriculture en était à ses

débuts, même l'esclavage dans les tribus ennemies comme les M'bayas était relativement doux : « Les M'bayas ne donnaient jamais d'ordres à leur serviteurs (...); ils s'en remettaient à leur bonne volonté, se contentaient de ce qu'ils faisaient de leur propre initiative et partageaient avec eux tout ce qu'ils possédaient. ² » Si communisme primitif il y avait, il se situait donc là où le fait remarquer le théoricien du *Droit à la paresse*, et non dans les missions.

L'entreprise jésuite a d'abord été une colonisation authentique qui a bénéficié de circonstances extérieures exceptionnellement favorables, la sauvagerie des colons ordinaires n'étant pas des moindres. Mais les Indiens qui venaient se réfugier dans les missions cessaient d'arriver dès que les campagnes de chasse des « Mameluks » s'arrêtaient. Et pour qu'ils ne puissent repartir, ils étaient bel et bien parqués et prisonniers. L'acculturation idéologique, même menée de main de maître, n'avait de prise que sur leur descendants, les « Beurs » du lieu et de l'époque comme on dirait maintenant. Les Indiens des missions ont avant tout servi de main-d'œuvre au profit des maîtres du royaume de Dieu.

« La république chrétienne », qui avait été fondée d'après les leçons de l'Evangile et de la vie des premiers chrétiens, « n'était en aucune manière une société communiste, dont tous les membres prenaient part à la production agricole et industrielle et avaient les mêmes droits sur les biens produits. C'était bien plus un Etat capitaliste dans lequel des hommes, des femmes et des enfants étaient condamnés au travail forcé et au fouet, tous leurs droits confisqués, végétant dans la même misère et la même dépravation, quel que soit le puissant essor de l'agriculture et de l'industrie, quelle que soit aussi l'importance du flux de marchandises qu'ils produisaient ². »

Comme le dit explicitement l'un des personnages du film, les jésuites n'étaient pas des démocrates. Leur défaite vient aussi de leur trop grande réussite économique sur le marché mondial alors en formation. L'hypothèse d'un avenir original formulée par Michel Lequenne est sujette à caution.

Mission (le film) constitue par ailleurs un énorme clin d'œil aux théologies de la libération. Il s'agit en fait d'une impression fautive et, par-delà des analogies certaines,

il importe de rappeler ce qui sépare l'entreprise jésuite des XVII^e et XVIII^e siècles de la pratique actuelle de certains courants des Eglises latino-américaines.

Les théologies actuelles

Les chrétiens qui se reconnaissent dans ces courants ont abandonné l'ancien projet jésuite de « réaliser l'unité chrétienne du monde entier sous leur domination théocratique¹ ». Leur engagement s'inscrit dans une réalité politico-économique fortement structurée (quelles que soient les crises qui affectent cette structure). Un Tischner ou un Helder Camara s'attachent à s'inscrire de façon critique dans ce concret. Ils parlent plus facilement de syndicalisme ou de réforme agraire que de théologie, ce qui

vaut *a fortiori* pour les prêtres présents à la base, sur le terrain. Les prêtres-ouvriers ont dû se faire reconnaître en tant qu'ouvriers ; et, selon l'adage marxiste bien connu, l'existence déterminant la conscience, cela n'a pas été sans conséquence. Ceux qui œuvrent maintenant n'ont en vérité pas grand-chose à voir avec les colonisateurs intelligents du Paraguay de jadis.

Les qualités incontestables du film de Roland Joffé ne doivent pas faire oublier leur sens critique aux militants.

Czeslaw Wilko

1. Cf. *Critique communiste* n° 59, janvier 1987.

2. Paul Lafargue, *Der jesuiten Staat in Paraguay*, éd. Packpapier Versand, Box 2521, D-44 Münster, RFA. Sans date. Notre traduction (C. W.)

Idéal, réel et possible

Michel LEQUENNE

L'ARTICLE de Czeslaw Wilko, critique de celui que j'ai écrit à propos de *Mission* et des réductions jésuites du Paraguay, traite de trois questions, dont l'une ne concerne que le film. Cette dernière ne m'avait pas effleuré : le film serait comme une tentative de suggérer, sinon une continuité historique, du moins une filiation idéologique entre colonisation jésuite et théologie de la libération. Peut-être ! Bien qu'il me soit difficile de voir l'utilité d'une telle entreprise. Ne serait-ce pas plutôt un effet second de ce « christianisme révolutionnaire », un produit de l'esprit du temps ?

Les deux premières questions sont liées. Czeslaw Wilko les aborde en se fondant uniquement sur une étude de Lafargue, publiée en allemand par Karl Kautsky (et à ma connaissance inédite en français). Il s'agit de deux versants d'une argumentation qui peut se résumer ainsi : 1. Les ethnies indiennes de la région, en particulier les Guaranis, vivaient une vie pacifique ; 2. La colonisation des jésuites ne fut pas moins exploiteuse que les autres si sa violence fut moins sanglante ; en tout cas, rien d'un « communisme ».

C'est là la thèse — généreuse et sympathique — de l'anticolonialisme du XVIII^e siècle finissant, et d'abord du grand Diderot. On ne peut s'étonner de la retrouver chez Lafargue dont le marxisme (si peu apprécié de Marx) est toujours resté très français, c'est-à-dire peu dialectique. La spirale des

idées, avec l'écologie et l'ethnologie d'avant-garde, nous ramène à ces concepts-là. Mais...

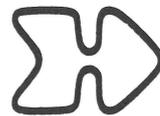
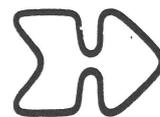
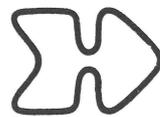
Il est douteux que les sociétés indiennes des forêts de l'Amérique du Sud aient été idylliques, celles des « bons sauvages » des Lumières. Ce que l'on sait aujourd'hui de sûr à leur propos ne va pas dans ce sens. Il n'y avait là aucun « communisme primitif ». Et il est douteux qu'il y en ait eu un jamais nulle part. C'est d'ailleurs parce qu'il n'y avait pas de « paradis » primitif que l'on ne peut reprocher aux humains d'avoir voulu se sortir de leurs situations « actuelles » pour un avenir incertain plein de nouveaux problèmes souvent, sans doute, pires que les premiers. Mais nous n'en sommes pas là.

Certes, rien de cela ne justifie la colonisation quelle qu'elle soit.

Mais il ne s'agit pas de justifier. L'histoire ne peut que constater. Le jugement de l'historien est relatif et n'est plus de l'histoire.

La colonisation était une fatalité de l'histoire différentielle des continents. A partir de ce constat, on peut juger sans intérêt la manière dont elle a été menée, au nom du fait que, partout, elle se solda par un ethnocide. Mais c'est encore un jugement, une attitude de moraliste (respectable), mais pas d'historien. Les leçons de l'histoire ne sont pas toujours directes et évidentes comme on le pensait justement au siècle des Lumières. Mais, pour ma part, je

ABONNEMENTS



ABONNEMENT A DOMICILE		
	France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
5. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
6. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F
7. QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)		
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F

Nom

Prénom

Adresse

.....

Formule choisie

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93 100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80

crois qu'il y a toujours profit, même s'il n'est pas immédiatement perceptible, à comprendre la dialectique des intentions, des actes et de leurs conséquences.

L'« Etat » jésuite du Paraguay n'était pas une utopie mais une société concrète. Ce qui était utopique, c'était son *projet*. La réalisation d'un projet utopique, parce que toute utopie est unilatérale, entraîne toujours l'apparition de contradictions brutales. Dans le débat du XVII^e siècle sur les missions, la défense, *a posteriori*, de Voltaire, est borgne, sous-tendue par son approbation de la colonisation, pour lui en principe progressive et civilisatrice, ce qui lui fait passer outre son hostilité aux jésuites au profit d'une « colonisation humaine ». L'hostilité du vieux Diderot est inversement borgne, parce que sous-tendue par la lutte qu'il mène contre l'obscurantisme catholique, politique dont les jésuites sont les soldats. Mais son radicalisme aboutit, paradoxalement, chez son ami Bougainville, à l'approbation du pire colonialisme génocidaire contre lequel Diderot appellera bientôt à la « révolution coloniale » dans sa collaboration à l'œuvre de Raynal¹.

Lafargue, qui écrit en pleine guerre anticléricale, prend la relève de Diderot. Le tableau qu'il donne de l'« esclavage » des Indiens des réductions, dans le passage traduit par Czeslaw Wilko, est très porté au noir. La réalité fut plus complexe, plus nuancée. Ces Indiens étaient peut-être « abrutis » comme les membres des sectes actuelles, mais ils ne travaillaient pas sous le fouet ni à mort comme dans les plantations.

Wilko fait d'ailleurs une intéressante comparaison de ces Indiens de la deuxième génération avec les Beurs. Justement, ceux-ci ne revendiquent pas le retour à la vie de leurs pères mais la logique pleine d'une réelle intégration. Si la colonisation jésuite avait été un esclavage, on ne comprend pas pourquoi des hommes armés, et en masse, se seraient battus comme des chiens pour défendre un système d'exploitation forcenée. Ils savaient à la fois ce qu'ils avaient en face d'eux et derrière eux.

Les jésuites enlevèrent des Indiens par force — et avec l'aide des convertis — certes ; mais tardivement. Le début de leur colonisation s'opéra par la séduction et des moyens « politiques ». C'était bien « une autre colonisation » dont l'assimilation à une exploitation de type capitaliste me semble simplificatrice.

Puisqu'il est maintenant d'usage de dire d'« où l'on parle », qu'est-ce donc qui sous-tend mon intérêt pour les missions ? Evidemment, la dialectique de la transformation sociale volontariste, celle de la révolution/contre-révolution d'Etats fondés par des gens dont, lointainement, nous partageons l'utopie d'une société harmonieuse. C'est dire que cet intérêt n'a rien d'une approbation.

Michel Lequenne

1. Cf. Yves Benot, *Diderot, de l'athéisme à l'anticolonialisme*, éd. La Découverte, et Raynal, *Histoire philosophique et politique des deux Indes*, éd. La Découverte ; ainsi que, toujours sur le problème des missions, Muratori, *Relation des missions du Paraguay*, même éditeur.



Encore un effort dans le sens de la cohérence !

Jean Lantier, Olivier Nivert, Francis Sitel (Tendance majoritaire)

La crise du PCF rend impossible à sa direction de maintenir clandestins les débats internes qui agitent ce parti. Du coup, les problèmes soulevés par les « communistes rénovateurs » sont sur la place publique. Et, comme pour nous, LCR, le secret n'est pas de mise dans nos débats, nous discutons ouvertement de nos positions et propositions face à ce phénomène nouveau. La transparence est donc totale. C'est bien ainsi. Parce qu'il est positif qu'on sache dehors ce qui est discuté dedans. Et parce que nombreux sont celles et ceux qui, sans être ni communistes ni membres de la LCR, ni même organisés où que ce soit, sont fortement intéressés par cette discussion.

Et voilà pourquoi notre congrès, qui brassera bien des questions, verra une partie de ses choix fondamentaux cristalliser sur cet enjeu : *Quelle politique de la LCR face aux recompositions du mouvement ouvrier dont le courant rénovateur est porteur ?*

L'enjeu

Le manifeste *la Révolution camarades !* et les premières initiatives publiques des rénovateurs témoignent d'un fait décisif : pour la première fois depuis des décennies la crise du PCF est en voie de produire un courant politique qui, rompant avec le stalinisme, ne se laisse pas attirer par la social-démocratie.

Que ce courant s'affirme et se renforce et c'est une nouvelle donne politique qui devient possible. La rupture d'équilibres anciens fondés sur la marginalisation de l'extrême gauche et la complicité conflictuelle du couple PCF-PS, l'un et l'autre alternant la division dévastatrice et l'union asphyxiante, les deux au service de la collaboration de classes.

Ce qui n'est encore qu'une possibilité bouscule déjà bien des affirmations péremptoires. Celles qui proclament que tout affaiblissement du PCF ne peut se traduire qu'en profit pour la social-démocratie et en recul pour la classe ouvrière. Celles qui décrètent que, face au stalinisme, il n'est d'autre recours que dans le PS ou à ses côtés. Bref, toutes les constructions qui visent à convaincre qu'il faut choisir soit le PCF, soit le PS.

Une force neuve à la gauche du PS et du PCF, cela signifierait des capacités décuplées d'intervention dans la lutte de classes. La chance d'une voie qui soit celle de l'efficacité contre l'austérité et la droite : celle du socialisme comme projet révolutionnaire.

Rien de plus encore qu'un espoir — car la route est longue et semée d'embûches qui mène à son éventuelle concrétisation —,

mais il suffit déjà à restituer certaines cartes.

Des évolutions positives

En quelques semaines, les coordonnées de notre débat interne se sont modifiées. Plus personne ne nie l'importance décisive de la crise du PCF et du courant rénovateur. De moins en moins de camarades pensent qu'on peut se cantonner à la routine et aux réponses étriquées : les divers regroupements dans ce débat participent d'un même mouvement qui met *cette* question au cœur de la réflexion et de la discussion, qui nous a amené à lui consacrer un numéro spécial de *Critique communiste*, qui nous a conduit à soutenir la campagne d'Alain Amicabile...

En fait, un accord très large semble possible sur la politique à poursuivre. Débat approfondi sur toutes les questions stratégiques soulevées par le Manifeste : politique unitaire pour les travailleurs, auto-organisation, internationalisme, perspective de rupture avec le capitalisme, question de l'Etat, analyse des réformes de Gorbatchev... Recherche du maximum de convergences sur le terrain de l'action. Confrontation sur le problème du parti : question susceptible de s'actualiser au terme d'un processus qui n'en est qu'à ses débuts.

Une telle dynamique, au-delà de la seule LCR et des seuls communistes rénovateurs, concerne d'autres courants et militants dans le PS, dans les syndicats et au sein de l'extrême gauche.

Pour la LCR, consolider ces évolutions et aller plus loin, cela veut dire un effort supplémentaire dans le sens de la cohérence ! Une cohérence qui oblige ou bien à opposer à cette orientation une autre orientation, ou bien à mettre à leur juste place des désaccords secondaires, des doutes et des réticences. Parce que, pour affronter de tels défis, la LCR doit être au clair sur ce qu'elle veut. Elle doit être aussi la plus unie possible dès lors qu'il y a accord sur l'essentiel.

C'est pour cela que la tendance majoritaire se bat en toute clarté. Et c'est ce qui donne toute son importance à notre prochain congrès.

Jean Lantier (BP), Olivier Nivert (CC)
Francis Sitel (BP)
(Tendance majoritaire)



Construire la Ligue pour construire le parti des travailleurs

Une méthode et un choix

Denis Dieu, Michel Morel, José Pérez, Jean-Bernard Vatinel.

Précisons ce qui est nouveau dans la démarche de construction du parti que nous proposons, et ce qui ne l'est pas. Proposer de construire un parti des travailleurs plus large que la LCR n'a rien de neuf. C'est une démarche traditionnelle dans notre mouvement. Elle part du principe selon lequel les frontières du programme des révolutionnaires ne marquent pas toujours, loin de là, les frontières du parti ouvrier qu'ils construisent.

Citons quelques exemples classiques. Lénine recommandait aux communistes britanniques de construire leur courant en militant dans le Parti travailliste. Il milita lui-même très longtemps pour la réunification de la social-démocratie russe, tout en ayant soigneusement délimité son propre courant.

Trotsky se battit dans la moitié des années trente pour que les militants trotskystes français « entrent » dans la SFIO. A la même époque, il conseillait aux militants du SWP des USA d'entreprendre la construction d'un parti ouvrier large, dans lequel ils ne seraient qu'une minorité. La seule délimitation précise du parti en question devait être son indépendance de classe face à la bourgeoisie.

L'ancien et le nouveau

Aujourd'hui, les méthodes de construction du parti mises en œuvre par les militants de la IV^e Internationale sont variées.

Sans cacher leurs idées, ils participent en tant que courant délimité à la construction du Parti des travailleurs au Brésil. En Pologne, ils partagent une plate-forme d'opposition ouvrière, bien délimitée, avec d'autres militants. En RFA, nos camarades viennent de constituer une organisation commune en fusionnant avec un courant ex-maoïste, le KPD. Ils sont également ouverts au rapprochement avec une autre organisation d'extrême gauche, le KB.

Les « trotskystes » britanniques militent aujourd'hui dans le Parti travailliste. Les militants de la section mexicaine de la IV^e Internationale, le PRT, prônent une politique de rassemblement de la gauche, au Mexique, pour la révolution, pour l'indépendance de classe... (cf. à ce sujet, le document « Le PRT et l'union de la gauche », *Inprecor* du 15 décembre 1986, et l'article « Un défi pour la construction du parti des révolutionnaires », de Sergio Rodriguez).

Enfin, s'il avait existé une section « vivante » de la IV^e Internationale au Nicaragua, elle aurait dû intégrer le FSLN, avant la révolution ! A l'inverse de ce qu'ont fait les « trotskystes » nicaraguayens qui, avec ou sans le label de la IV^e Internationale, sont restés à l'écart du processus de constitution du Front sandiniste.

Une, deux, trois méthodes

En simplifiant, on peut dire qu'il existe bien trois types de méthode de construction d'un parti pour guider la classe ouvrière vers la révolution.

◇ La première s'appuie sur un accord programmatique substantiel entre révolutionnaires ou entre différents courants révolutionnaires. C'est ainsi que se construit la LCR en France, jusqu'à présent. C'est la méthode mise en œuvre actuellement par nos camarades en RFA.

◇ La seconde méthode consiste à rejoindre, en tant que courant révolutionnaire, une organisation centriste. C'est ce type de solution que proposait par exemple Trotsky vers la fin des années trente, en conseillant aux trotskystes britanniques de rejoindre l'ILP, et aux trotskystes français, tout juste avant la guerre, d'intégrer le PSOP — parti issu de la crise de la SFIO.

◇ La troisième méthode consiste à entreprendre la construction d'un parti dont les contours programmatiques se détermineront précisément au cours de sa construction, et parce que nous, révolutionnaires, participons à celle-ci, c'est le cas de la construction du PT brésilien ou de la proposition de construction d'un parti ouvrier aux USA.

Ce qui est nouveau dans notre proposition de « construire la Ligue pour construire le parti des travailleurs », c'est de dire qu'il est possible d'appliquer cette démarche en France, aujourd'hui.

Ce qui est nouveau également, c'est d'expliquer que le stade atteint par la crise du mouvement ouvrier français doit nous amener à construire un nouveau parti de masse en France. Que cette crise ne nous amène justement pas à proposer de rejoindre un parti de masse déjà construit, le PS ou le PCF (le courant trotskyste a déjà historiquement pratiqué ces « entrismes classiques »).

Une crise « historique »

Cette proposition prend tout simplement appui sur la racine même de la crise historique, jamais vue, que connaît le mouvement ouvrier organisé français : la défiance des travailleurs à l'égard de la politique de ses partis traditionnels.

Contrairement à certaines légendes tenaces, la construction d'un nouveau parti des travailleurs n'est pas assimilable à celle d'un premier parti de la classe ouvrière d'un parti « organique ». Cette éventualité s'applique, certes, aux USA, en ce qui concerne le mot d'ordre de construction d'un parti ouvrier. Mais c'est tout. Un parti des travailleurs dans le cadre de la crise actuelle, généralisée, planétaire, du mouvement ouvrier peut également se construire, « contre » d'autres, déjà existants.

Citons à ce propos un extrait de l'article « Un défi pour la construction du parti des travailleurs », de Sergio Rodriguez (dirigeant du PRT mexicain), paru dans *Inprecor* du 15 décembre 1986.

« La naissance au Brésil du Parti des travailleurs (PT) a été un autre élément essentiel du changement (c'est-à-dire de la transformation de la gauche latino-américaine aujourd'hui, par rapport à celle des années soixante. NDLR) Du cœur même de la classe ouvrière la plus puissante d'Amérique latine est né un nouveau type de parti de classe qui surgit du processus même de réorganisation et de transformation de la classe ouvrière et de ses luttes immédiates. Mais il apparaît également contre les deux partis de la gauche traditionnelle : le Parti communiste brésilien (PCB) et le Parti

communiste du Brésil (PC do B). » (Inprecor, décembre 1986.) Le PT se construit également, précisons-le, contre le modèle de parti de collaboration de classes qu'est le PMD, parti actuellement au pouvoir, parti de « transition démocratique » après le régime militaire.

Si nous proposons de construire un parti des travailleurs en France, celui-ci se construira, cela va de soi, contre les partis déjà existants, le PS et le PC. Pour l'unité et l'indépendance de la classe, sur la base d'un programme minimum¹. Un programme qui n'est pas « fini », mais évolue en fonction des épreuves.

Deux orientations erronées

Faute de mettre cette démarche en œuvre, la majorité de l'organisation pratique ou propose actuellement des orientations erronées.

◇ La première est une politique qui est en continuité avec notre orientation post-68 : elle vise à construire la Ligue contre tous les autres courants en cherchant régulièrement un rapprochement programmatique poussé avec un partenaire privilégié.

Ce fut le schéma de la réunification des trotskystes avec le PCI, le rapprochement avec LO ou avec certaines composantes de cartels alternatifs constitués avec le PAC, le PSU, la FGA...

Ce peut être aujourd'hui une politique de rapprochement poussé avec une partie, une partie seulement, des renovateurs. Cela peut aller jusqu'au projet de rejoindre en tant que courant une organisation qui serait constituée par les militants critiques sortis du PC. Une nouvelle organisation qui serait qualifiée de « centriste » dans nos rangs.

◇ La seconde proposition défendue par une partie de la majorité est la politique dite d'alternative. Celle-ci est malaisée à définir, car elle recouvre souvent une démarche différente selon ceux qui la défendent ou l'appliquent. Elle part d'un souci de prise en

compte de la recomposition du mouvement ouvrier qui est correct. Mais elle s'arrête à mi-chemin, en refusant d'aborder le problème de la constitution d'un nouveau parti. Ceci, entre autres, parce qu'elle survalorise le phénomène dit de « crise de la forme parti » au nom duquel certains courants, auxquels nous nous adressons, ont choisi de construire une « alternative », justement...

Ce recul devant le problème de la constitution d'un nouveau parti nous coupe du même coup de la compréhension de notre politique par l'ensemble des travailleurs (l'alternative, kesako ?), et nous désaxe par rapport à la phase actuelle de recomposition du mouvement ouvrier français. Par rapport à la crise du PCF, par exemple.

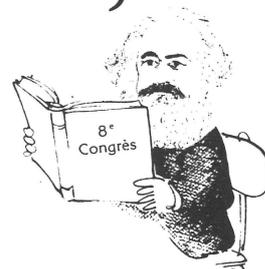
C'est le comble du paradoxe au moment où les perspectives de notre organisation en ce qui concerne la crise du PCF forment l'un des enjeux centraux du congrès. Et où, justement, la définition de ces perspectives précises passe par un choix entre les trois méthodes de construction d'un parti appelées plus haut.

En ce qui nous concerne, on l'aura noté, c'est fait depuis un bon moment.

**Denis Dieu, Michel Morel,
José Perez, Jean-Bernard Vatinel.**

1. Le programme minimum que nous proposons pour construire un parti des travailleurs en France figure dans le texte paru dans le bulletin de débat n° 7. Il propose entre autres l'unité, la mobilisation des travailleurs, la coordination et la centralisation des luttes, la bataille pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, la lutte contre le racisme, la solidarité internationale des travailleurs et propose d'ôter à la bourgeoisie « les moyens de sévir, d'instituer le pouvoir des travailleurs afin qu'ils se dotent eux-mêmes des moyens de gérer leurs propres affaires, de les contrôler en permanence... ». La réalisation de ce programme passera évidemment, selon nous, par une révolution sociale et politique.

Ni sectarisme, ni défaitisme, construire la LCR



Alexis 92. Rochal 75.

Ce congrès revêt une importance capitale dans le développement de la LCR. Au sortir d'une vague de luttes qui a rappelé l'actualité de vastes affrontements de classes, c'est le moment de mettre en rapport les potentialités de la situation et nos tâches en tant qu'organisation politique.

Ce débat ne porte pas seulement sur l'horizon immédiat de l'intervention pratique, de tel ou tel combat, mais aussi sur les aspects stratégiques de la place de la LCR dans la construction du parti révolutionnaire. Au-delà du débat de congrès, la discussion englobe directement le bilan pratique de l'orientation mise en œuvre ces dernières années. Rappelons quelques grands traits de la situation et les tâches qui en découlent.

◇ Nouveau cycle de luttes confirmant le maintien d'une combativité élevée, ce qui va à l'encontre des analyses « pessimistes » de notre direction après mars 1986. Ce point est important car nous pensons que l'analyse incorrecte des rapports de forces a débouché sur une impréparation de l'organisation à ses tâches fixées de manière restrictive. A la fois sur le plan politique central où nous sommes apparus autour de mots d'ordre d'agitation antigouvernementale, mais aussi sur le front des luttes sociales où la direction

pensait que les grandes mobilisations n'étaient pas à l'ordre du jour et qu'il fallait en passer par un long moment de reconstruction de la combativité. Le fait notable est que ces luttes qui ont démarré localement se sont très rapidement généralisées au niveau d'une branche.

◇ Une recomposition en profondeur du mouvement ouvrier : la période 1981-1986 a représenté un véritable bouleversement pour les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, syndicats et partis. La gestion de l'Etat et de l'austérité, les reculades successives qui ont abouti à la victoire de la droite en 1986 ont provoqué un ébranlement profond chez de nombreux militants de ces organisations. C'est dans cette direction qu'il fallait porter nos efforts militants. Au lieu de cela, nous nous sommes lancés dans la politique dite de « l'alternative ». Cet axe n'était pas essentiellement la marque d'une politique unitaire à l'égard de tel ou tel regroupement militant mais plus fondamentalement la traduction de l'idée, erronée, que la LCR ne pourrait pas s'adresser directement à la masse des travailleurs.

Dans cette vision erronée, nous aurions dû en passer par un point obligé de « rassemblement à gauche de la gauche », pour

forger un levier permettant ensuite de peser — on sait ce qu'il en est advenu —, le levier était inutile et peu fiable. Une autre chose était la nécessité d'avoir une politique unitaire, y compris vis-à-vis des forces politiques se retrouvant dans l'alternative, face aux échéances de la lutte des classes (immigration, Kanaky, etc.) Nous pensons que la LCR doit intervenir directement dans les luttes de classes à travers les mobilisations de masse, de ses campagnes politiques et de son propre développement en tant qu'organisation indépendante. Ainsi pourrions-nous fusionner le programme marxiste-révolutionnaire avec de nouvelles couches de militants et militantes apparus lors des luttes des travailleurs et de la jeunesse, c'est-à-dire les gagner à l'organisation révolutionnaire. Les éléments de ces derniers mois vont dans ce sens.

Trois phénomènes fondamentaux liés entre eux illustrent ces possibilités et contredisent l'orientation majoritaire dans ses aspects « pessimistes ».

◇ L'explosion du mouvement de la jeunesse, concrétisation du cycle de radicalisation ouverte depuis les mobilisations antiracistes de 1983.

◇ La poussée du mouvement d'auto-organisation des travailleurs qui veulent prendre leurs luttes en main et dépasser la division et l'immobilisme des directions syndicales. Certes, des luttes de ce type ont déjà eu lieu dans ce pays, mais ce qui est nouveau réside dans le caractère massif, cumulatif de la démocratie ouvrière mise en application. A l'horizon de chaque lutte actuelle, pointe l'enjeu de l'auto-organisation sous une forme ou une autre. Il ne s'agit pas de la rêverie marginale de quelques déçus des syndicats mais d'un phénomène massif qui a touché, après le mouvement de la jeunesse, des secteurs fortement syndiqués comme la SNCF et les instituteurs. Dans ces deux branches, les directions syndicales ont tout fait pour étouffer les comités de grève et les coordinations, mais elles n'ont jamais pu les disloquer. De plus, elles ont été obligées d'aller bien au-delà des timides actions qu'elles avaient prévues. Ce phénomène nouveau est prometteur si nous savons le développer et l'articuler avec le combat pour l'unité de la classe ouvrière car c'est l'ensemble de celle-ci que nous voulons dégager de l'emprise réformiste pour l'orienter dans la voie de son indépendance et de son unité.

◇ L'explosion de la crise dans le PC : celle-ci est massive, multiforme, bien au-delà de ce qui apparaît publiquement. L'aspect important est que le sens général de cette crise s'oriente à gauche, en rupture avec le PC et aussi le PS. Ceux qui sont appelés « rénovateurs » témoignent de cette évolution, certes encore confuse, mais réelle.

Tout ceci nous ouvre donc des espaces importants et implique une réorientation dont les principaux éléments sont :

◇ La rupture totale avec la méthode de l'alternative. Au-delà des espoirs ou des illusions de certains, ceci nous a décentrés dans la crise du mouvement ouvrier et nous a entraînés dans un rassemblement hétéroclite et marginal, ni futur parti, ni coalition électorale.

◇ Intensifier les campagnes politiques de la LCR, son apparition en tant qu'organisation. Nous ne pouvons pas nous contenter d'être les meilleurs animateurs des luttes, mais devons à chaque moment pouvoir concentrer une propagande politique. Sinon, l'écart demeurera entre nos apparitions dans les luttes et les difficultés de construction.

◇ Nous tourner vers les courants de radicalisation porteurs d'avenir. De ce point de vue, la jeunesse représente un enjeu considérable. Il faut nous donner les moyens d'intervention en terme de formation, de diffusion du programme révolutionnaire, d'intervention politique dans les luttes de masse.

◇ Intervenir dans la crise et la recomposition du mouvement

ouvrier. La période 1981-1986 a provoqué des ébranlements très profonds dont nous commençons à voir les conséquences. Le déroulement des luttes actuelles, la défiance par rapport aux directions syndicales, le désir d'unité et de la démocratie ouvrière sont aussi les produits de cet ébranlement ainsi que de la radicalisation profonde qui touche le mouvement ouvrier français depuis 1968. La forme la plus avancée de cette crise du mouvement ouvrier s'exprime aujourd'hui dans le PC. Nous devons élargir cette brèche, articuler une politique de front unique, de bataille pour l'organisation car ce sont là les deux facettes du même combat pour l'émancipation des travailleurs et des jeunes.

Quelques points très présents dans le débat de congrès méritent clarification.

◇ Les rénovateurs du PC ne méritent ni l'excès d'honneur, ni l'excès d'indignité dont les gratifient certains de nos camarades. L'opportunité existe que se dégage une aile gauche dans le PC rompant avec le stalinisme et les illusions réformistes. Notre rôle est de tout mettre en œuvre pour qu'elle s'affirme, et bien entendu, il est préférable que les rénovateurs en soient partie prenante.

◇ L'articulation auto-organisation-front unique ouvrier-unité syndicale. Il s'agit-là d'une question décisive. Nous devons absolument réinvestir le potentiel explosif de l'aspiration à la démocratie ouvrière dans le cadre même du travail syndical. Deux écueils sont à éviter :

— limiter l'auto-organisation à un rôle de pression, de contrôle sur les organisations syndicales (comme le propose les camarades de la TUO) ;

— ou à l'inverse, en faire une question à part qui relativiserait l'importance du travail syndical. Cela conduirait à négliger la perspective d'arracher la grande masse des travailleurs à l'emprise réformiste, même ceux qui actuellement font confiance à ces directions qui ont le mérite d'exister.

◇ Recruter à la Ligue, la construire comme instrument solide d'intervention politique.

Dans le débat actuel, nous sommes confrontés à un décalage fondamental entre l'ampleur des mouvements de recomposition et la faiblesse de la recomposition dans la LCR. Cela tient en partie à la constitution de regroupements artificiels dans le cadre du débat. Bon nombre de camarades qui partagent un certain nombre de conceptions communes se retrouvent dispersés dans différentes tendances pour des raisons qui tiennent plus à l'histoire des débats qu'aux lignes de partage face aux tâches actuelles.

Dans la tendance appelée par la majorité du comité central, il y a de fait deux bilans de l'alternative montrant par là même qu'il y existe des projets assez variés de construction de la LCR. En ce qui concerne la tendance appelée par neuf camarades du comité central, nous divergeons sur l'intervention à avoir vis-à-vis de la crise du PC, ce qui renvoie au problème plus général de la construction du parti. Par souci de rectifier les errements majoritaires, ces camarades sous-estiment les possibilités offertes par la crise du PC et plus largement par la recomposition du mouvement ouvrier. De même, il y a chez ces camarades une incompréhension de l'articulation entre bataille pour l'auto-organisation et le combat pour le front unique ouvrier avec le risque que ce dernier aspect ne devienne qu'une référence formelle.

Le débat dans la Ligue ne fait que débiter. Le pire serait que les camarades le tranchent par routine, par réflexe d'appartenance à tel ou tel courant. La voie que nous proposons nous paraît exprimer à la fois un pas vers la réorganisation du débat de congrès et les premiers éléments d'une orientation pour, sans sectarisme ni défaitisme, construire la LCR.

Alexis 92. Rochal 75.

A PARAITRE CE MOIS-CI
LAURENT BATSCH
La FEN au tournant



La FEN a quarante ans. Ce livre présente la trajectoire d'une fédération originale dans le champ syndical français.

Il ouvre aussi le dossier de la « recomposition syndicale » : la FEN cherche un nouveau souffle dans la constitution d'une nouvelle confédération « social-démocrate ». Plus qu'un livre sur le syndicalisme enseignant, *la FEN au tournant* apporte des informations nécessaires à tous ceux qu'intéresse l'avenir du syndicalisme.

176 pages, 66 F.

Librairie
diffusion

LA BRECHE

Lundi : de 14 h à 20 h
du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

**Achetez-y
tous vos livres**

5 % d'avoir à partir de
500 F d'achats (de livres)

En vente en librairie, les deux livres peuvent être commandés directement : à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. Ajouter 7,10 F pour les frais de port.

MAXIME DURAND
La tourmente mexicaine



L'auteur nous guide à travers un Mexique qui surprend par ses paradoxes. Pays charnière entre l'Amérique latine et le géant US, pays producteur de pétrole mais criblé de dettes, pays où coexistent la liberté politique et la répression sanglante. Régulièrement à la une de l'actualité internationale, le pays de Zapata et de Pancho Villa est engagé dans une crise dont l'issue est plus qu'incertaine. Maxime Durand dissèque l'ensemble des données économiques et sociales de ce pays pour en dresser un tableau précis et passionnant.

200 pages, 73 F.

9, rue de Tunis. 75011 Paris.
Tél : 43 67 63 57



**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographique.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551